

COMPTES ANNUELS

BILAN AU 31 DECEMBRE

(en milliers d'euros)		2006			2005	2004
ACTIF	<i>Notes</i>	Brut	Amortis. et provisions	Net	Net	Net
Immobilisations incorporelles	2.1/2.2	57	57	–	–	–
Immobilisations corporelles	2.1/2.2	368	337	31	60	88
Participations	2.8	3 841 839	–	3 841 839	3 456 838	3 456 838
Autres titres immobilisés		23 484	12 758	10 726	15 191	19 465
Prêts		5	–	5	5	5
Autres immobilisations financières		–	–	–	–	–
Immobilisations financières	2.1/2.2/2.8	3 865 328	12 758	3 852 570	3 472 034	3 476 308
Actif immobilisé		3 865 753	13 152	3 852 601	3 472 094	3 476 396
Créances clients		14	–	14	14	–
Autres créances		4 343	–	4 343	5 125	3 353
Valeurs mobilières de placement		181 429	6 550	174 879	151 873	145 337
Disponibilités		71	–	71	3 156	184
Actif circulant	2.3/2.7/2.8	185 857	6 550	179 307	160 168	148 874
Charges constatées d'avance	2.3	2 295	–	2 295	33	549
Primes de remboursement emprunts		487	–	487	–	–
TOTAL DE L'ACTIF		4 054 392	19 702	4 034 690	3 632 295	3 625 819

BILAN AU 31 DECEMBRE

(en milliers d'euros)		2006	2005	2004
		Avant affectation	Avant affectation	Avant affectation
PASSIF	<i>Notes</i>			
Capital		363 454	363 454	363 454
Primes d'émission		2 204 623	2 204 623	2 204 623
Ecart de réévaluation		16	16	16
Réserve légale		36 345	36 345	36 345
Réserves réglementées		–	–	82 742
Réserve facultative		80 630	80 630	–
Report à nouveau		43 227	82 632	114 614
Résultat de l'exercice		184 250	166 439	138 231
Acompte sur dividendes répartis	1.6	(69 056)	(58 152)	(58 152)
Capitaux propres	2.4	2 843 489	2 875 987	2 881 873
Provisions pour risques et charges	2.5	570	570	570
Autres emprunts obligataires		274 918	123 863	123 904
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		907 768	624 538	612 942
Emprunts et dettes financières divers		1 172	953	118
Dettes financières		1 183 858	749 354	736 964
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		565	260	238
Dettes fiscales et sociales		1 129	2 143	2 139
Autres dettes d'exploitation		1 605	1 310	1 327
Dettes d'exploitation		3 299	3 713	3 704
Autres dettes		3 475	2 671	2 637
Dettes	2.6/2.7/2.8	1 190 632	755 738	743 305
Produits constatés d'avance	2.6	–	–	71
TOTAL DU PASSIF		4 034 690	3 632 295	3 625 819

COMPTE DE RESULTAT

(en milliers d'euros)	<i>Notes</i>	2006	2005	2004
Production vendue de services		14	14	–
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES		14	14	–
Produits d'exploitation		14	14	–
Autres achats et charges externes		4 939	5 393	5 171
Impôts, taxes et versements assimilés		51	7	19
Salaires et traitements		–	–	17
Charges sociales		6	6	5
Dotations aux amortissements		29	29	29
Autres charges		105	86	76
Charges d'exploitation		5 130	5 521	5 317
RESULTAT D'EXPLOITATION		(5 116)	(5 507)	(5 317)
RESULTAT FINANCIER	<i>2.9</i>	171 907	153 984	130 369
RESULTAT COURANT		166 791	148 477	125 052
RESULTAT EXCEPTIONNEL	<i>2.10</i>	103	19	406
Impôts sur les bénéfices	<i>2.11/2.12</i>	17 356	17 943	12 773
RESULTAT NET		184 250	166 439	138 231

VARIATION DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
I - OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net	184	166	138
Dotations nettes aux amortissements et provisions	4	4	4
Plus ou moins values nettes de cessions	–	–	–
Capacité d'autofinancement	189	170	142
Variation des actifs circulants	(2)	(1)	(1)
Variation des dettes à court terme	–	–	2
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	(2)	(1)	1
Variation de trésorerie issue des opérations d'exploitation ①	187	169	143
II - OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	–	–	–
Acquisitions de titres de participation	(385)	–	–
Acquisitions d'autres titres immobilisés	–	–	–
Prix de cessions d'immobilisations financières	–	–	–
Variation de trésorerie issue des opérations d'investissement ②	(385)	–	–
III - OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations de capital	–	–	–
Augmentations des autres capitaux propres	–	–	(2)
Emissions d'emprunts et nouvelles dettes financières	438	12	44
Remboursements des emprunts et dettes financières	(3)	–	–
Variation des comptes courants	–	–	–
Variation de trésorerie issue des opérations de financement ③	435	12	42
IV - DIVIDENDES VERSES DURANT L'EXERCICE ④	(217)	(172)	(162)
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE ① + ② + ③ + ④	20	9	23
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	155	146	123
Trésorerie à la clôture de l'exercice	175	155	146
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	20	9	23

La variation de trésorerie analyse les mouvements d'un exercice sur l'autre des disponibilités (sous déduction des découverts bancaires) et des quasi-disponibilités constituées des valeurs mobilières de placement, nettes des provisions pour dépréciation.

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Les montants sont exprimés en milliers sauf indication contraire.

Le bilan au 31 décembre 2006 fait état d'un total de 4 034 690 milliers d'euros. Ces comptes ont été arrêtés le 14 février 2007 par le Conseil d'Administration.

1. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément au Règlement n° 99-03 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base : continuité d'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les éléments inscrits en comptabilité ont été évalués selon la méthode du coût historique.

1.1 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont amortis selon le mode linéaire sur une durée d'un an.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire et en fonction des durées d'utilisation estimées suivantes :

- installations générales diverses : 5 années ;
- matériel de bureau et matériel informatique : 3 années ;
- mobilier : 10 années.

1.3 Immobilisations financières

Les titres de participation ainsi que les autres titres immobilisés sont évalués au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur d'usage. Lorsque la valeur d'usage est inférieure au coût d'entrée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence.

La valeur d'usage des participations est déterminée sur la base de critères tels que la valeur de la quote-part dans l'actif net réévalué des sociétés concernées en tenant compte notamment de la valeur boursière des titres cotés qu'elles détiennent.

Les résultats de cession partielle de titres de participation sont enregistrés en résultat financier et sont calculés selon la méthode du coût moyen pondéré.

1.4 Créances et dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque les perspectives d'encaissement s'avèrent inférieures à la valeur comptable.

1.5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est constatée lorsque leur valeur d'acquisition est supérieure à leur valeur de marché établie comme suit :

- titres cotés : cours moyen du dernier mois ;
- autres titres : valeur probable de négociation ou valeur liquidative.

Les actions auto-détenues, dans la mesure où elles sont affectées à des plans d'option, font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque le prix d'attribution est inférieur au prix moyen d'acquisition.

Une provision pour dépréciation complémentaire est constituée, selon la règle générale, lorsque la valeur de marché est inférieure au prix d'attribution.

Les plus ou moins values de cession sur les actions auto-détenues sont comptabilisées en résultat exceptionnel.

1.6 Capitaux propres

Conformément à la recommandation de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, les acomptes sur dividendes sont inscrits en déduction des capitaux propres.

1.7 Provisions pour risques et charges

La société constitue une provision pour les risques et charges certains et probables à la clôture de chaque exercice dans le respect du principe de prudence.

1.8 Opérations en devises

En cours d'exercice, les transactions en devises sont enregistrées pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur aux cours de fin d'exercice. La différence résultant de la réévaluation des dettes et des créances en devises à ce dernier cours est inscrite dans le poste « Ecart de conversion » ; elle est enregistrée dans les comptes « Pertes ou gains de change » lorsqu'elle émane de la réévaluation des disponibilités à l'exception toutefois des comptes bancaires en position symétrique avec un emprunt de même devise. Dans ce dernier cas, la réévaluation suit la même procédure que les créances et les dettes.

Les pertes latentes de change sont provisionnées sauf si elles font l'objet d'une opération de couverture.

1.9 Résultat financier

Les plus et moins-values nettes sur valeurs mobilières de placement comprennent les charges et produits liés aux cessions.

2. COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

2.1 Immobilisations

(en milliers d'euros)	Valeurs brutes au 01.01.06	Augmentations Diminutions		Valeurs brutes au 31.12.06
		Acquisitions, créations, apports, virement	Cessions	
Concessions, brevets et droits similaires (logiciels)	57	–	–	57
Avances et acomptes sur logiciels	–	–	–	–
Immobilisations incorporelles	57			57
Immobilisations corporelles :				
• installations générales diverses	59	–	–	59
• matériel de transport	–	–	–	–
• matériel de bureau et informatique	24	–	–	24
• mobilier	285	–	–	285
• avances et acomptes	–	–	–	–
Immobilisations corporelles	368			368
Participations	3 456 838	385 001 ⁽¹⁾	–	3 841 839
Autres titres immobilisés	23 484	–	–	23 484
Prêts	5	–	–	5
Autres immobilisations financières	–	–	–	–
Immobilisations financières	3 480 327	385 001		3 865 328
TOTAL	3 480 752	385 001		3 865 753

(1) Christian Dior SA a souscrit à l'augmentation de capital de Financière Jean Goujon au cours de l'exercice 2006.

2.2 Amortissements et provisions sur actifs immobilisés

(en milliers d'euros)	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			Amortissements au 31.12.06
	Amortissements au 01.01.06	Augmentations dotations	Diminutions	
Concessions, brevets et droits similaires (logiciels)	57	–	–	57
Immobilisations incorporelles	57	–	–	57
Autres immobilisations corporelles :				
• installations générales diverses	59	–	–	59
• matériel de transport	–	–	–	–
• matériel de bureau et informatique	24	–	–	24
• mobilier	225	29	–	254
Immobilisations corporelles	308	29	–	337
Autres titres immobilisés				
• parts Valmyfin	8 293	4 465	–	12 758
Immobilisations financières	8 293	4 465	–	12 758
TOTAL	8 658	4 494	–	13 152

2.3 Etat des échéances des créances

(en milliers d'euros)	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif circulant			
Clients	14	14	–
Créances financières	–	–	–
Etat et autres collectivités publiques :			
• impôt sur les bénéfices	109	109	–
• taxe sur la valeur ajoutée	–	–	–
• divers	–	–	–
Organismes sociaux	–	–	–
Autres créances	4 234	4 234	–
Charges constatées d'avance	2 295	894	1 401
Prime d'émission d'emprunt ⁽¹⁾	487	101	386
Ecarts de conversion actif	–	–	–
TOTAL	7 139	5 352	1 787

(1) La prime d'émission d'emprunt est étalée linéairement sur la durée de l'emprunt.

2.4 Capitaux propres

A. Composition du capital social

Le capital social est composé de 181 727 048 actions d'un nominal de 2 euros, dont 126 581 274 actions bénéficient d'un droit de vote double.

B. Variation des capitaux propres

(en milliers d'euros)

CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2005 (avant affectation des résultats)	2 875 987
Résultat de l'exercice 2006	184 250
Dividendes distribués (solde pour l'exercice 2005)	(147 691)
Acompte sur dividendes pour l'exercice 2006	(69 056)
CAPITAUX PROPRES AU 31.12.2006 (avant affectation des résultats)	2 843 489

Acquisitions d'actions propres :

Année	2006	2005	2004	2003
Nombre d'actions acquises	444 582	60 015	521 312	514 800
Nombre d'actions cédées	(335 713)	(74 387)	(112 400)	(130 900)

Solde des options d'achat consenties par le Conseil d'Administration aux cadres de la société, de ses filiales et sous filiales :

Autorisation de l'Assemblée	Ouverture du plan	Nombre de bénéficiaires	Nombre d'actions attribuées			Prix d'exercice (en euros) ^{(2) (3)}	Nombre d'options levées en 2006 ⁽³⁾	Nombre d'options en vigueur au 31.12.2006 ⁽³⁾
			Total ⁽¹⁾	Dont mandataires sociaux	Dont 10 premiers salariés			
30.05.1996	14.10.1996	21	94 600 ⁽⁴⁾	40 000	50 500	25,95	207 000	–
30.05.1996	29.05.1997	22	97 900	50 000	43 000	32,01	4 200	275 200
30.05.1996	03.11.1998	23	98 400	65 000	28 200	18,29	5 200	276 000
30.05.1996	26.01.1999	14	89 500	50 000	38 000	25,36	28 313	266 000
30.05.1996	15.02.2000	20	100 200	65 000	31 000	56,70	10 000	382 000
14.05.2001	21.02.2001	17	437 500	308 000	121 000	45,95	13 000	404 500
14.05.2001	18.02.2002	24	504 000	310 000	153 000	33,53	60 000	429 000
14.05.2001	18.02.2003	25	527 000	350 000	143 000	29,04	8 000	504 000
14.05.2001	17.02.2004	26	527 000	355 000	128 000	49,79	–	495 000
14.05.2001	12.05.2005	27	493 000	315 000	124 000	52,21	–	490 000
14.05.2001	15.02.2006	24	475 000	305 000	154 000	72,85 ⁽⁵⁾	–	475 000
11.05.2006	06.09.2006	1	20 000	–	20 000	74,93	–	20 000

(1) Nombre d'options à l'ouverture du plan, non retraité des ajustements liés à la division du nominal par quatre de juillet 2000.

(2) Les prix d'exercice antérieurs à 1999 résultent de la conversion en euros de données établies à l'origine en francs.

(3) Ajusté du fait de l'opération visée au (1).

(4) Plan expiré le 30 novembre 2006.

(5) Prix d'exercice au profit des résidents italiens : 77,16 €

2.5 Provisions pour risques et charges

(en milliers d'euros)	Montant au 01.01.06	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31.12.06
Spécifiques	570	–	–	570
TOTAL	570			570

2.6 Etat des échéances des dettes

(en milliers d'euros)	Montant brut	A 1 an au plus	+ 1 an et - 5 ans	A plus de 5 ans
Autres emprunts obligataires	274 918	1 434	273 484	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	907 768	223 768	684 000	-
Emprunts et dettes financières diverses	1 172	1 172	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	565	565	-	-
Dettes sociales et fiscales	1 129	1 129	-	-
Autres dettes d'exploitation	1 605	1 605	-	-
Autres dettes	3 475	3 475	-	-
Produits constatés d'avance	-	-	-	-
TOTAL	1 190 632	233 148	957 484	-

Christian Dior SA a procédé, le 5 décembre 2003, à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal total de 123,5 millions d'euros, à échéance du 5 décembre 2008.

Christian Dior SA a procédé, le 3 novembre 2006, à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant nominal total de 150 millions d'euros, à échéance du 3 novembre 2011.

Christian Dior SA a procédé, le 21 novembre 2005, à la restructuration d'un crédit syndiqué de 500 millions d'euros. L'échéance, initialement fixée au 15 novembre 2009, a été prorogée au 21 novembre 2010. En 2006, Christian Dior SA a exercé son option de prorogation (à hauteur de 490 millions) jusqu'au 21 novembre 2011.

Christian Dior SA, ainsi que le veut l'usage en matière de crédit syndiqué, a souscrit à des engagements de détention de pourcentage d'intérêt et de droit de vote de certaines de ses filiales, et au respect d'un ratio financier usuel en la matière.

2.7 Produits à recevoir et charges à payer rattachés aux postes de créances et de dettes

(en milliers d'euros)	Charges à payer	Produits à recevoir
Créances		
Créances clients		14
Autres créances		932
Dettes		
Autres emprunts obligataires	1 434	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 578	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	295	
Dettes fiscales et sociales	1 129	
Autres dettes	3 427	

2.8 Eléments concernant les entreprises liées

<i>Eléments du bilan</i>	ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES	
	liées ⁽¹⁾	ayant un lien de participation ⁽²⁾
(en milliers d'euros)		
Actif immobilisé		
Participations	3 841 839	
Actif circulant		
Créances clients	14	
Autres créances	3 302	
Dettes		
Emprunts et dettes financières diverses	1 172	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	161	
Autres dettes	49	

(1) Entreprises susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable (exemple : société mère, filiale, société soeur consolidées).

(2) Pourcentage de contrôle compris entre 10 et 50 %.

Eléments du compte de résultat

Les charges et produits concernant les entreprises liées ou avec lesquelles la Société a un lien de participation, se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Produits	Charges
Dividendes reçus	212 368	néant
Intérêts et charges assimilées	6	861

2.9 Charges et produits financiers

(en milliers d'euros)	2006	2005
Produits de participations	212 368	175 292
Produits d'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé	5 123	5 123
Autres intérêts et produits assimilés	7 147	6 794
Reprises sur provisions et transferts de charges	239	4 201
PRODUITS FINANCIERS	224 878	191 410
Dotations aux amortissements et provisions	6 058	4 329
Intérêts et charges assimilées	46 913	33 097
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	–	–
CHARGES FINANCIERES	52 972	37 426
RESULTAT FINANCIER	171 907	153 984

2.10 Charges et produits exceptionnels

(en milliers d'euros)	2006	2005
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1	2
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	236	122
Produits exceptionnels sur opérations en capital	236	122
PRODUITS EXCEPTIONNELS	237	124
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	–	–
Valeur nette comptable des titres cédés	–	–
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	134	105
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	134	105
CHARGES EXCEPTIONNELLES	134	105
RESULTAT EXCEPTIONNEL NET	103	19

2.11 Impôts sur les bénéfices

(en milliers d'euros)	2006			2005		
	Avant impôts	Impôts	Après impôts	Avant impôts	Impôts	Après impôts
Résultat courant	166 791	–	166 791	148 477	–	148 477
Résultat exceptionnel	103	17 356 (*)	17 459	19	17 943	17 962
TOTAL	166 894	17 356	184 250	148 496	17 943	166 439

(*) dont produits sur filiales dans le cadre de l'intégration fiscale : 17 416 milliers d'euros.

2.12 Situation fiscale

La société Christian Dior SA forme, avec certaines de ses filiales, un groupe d'intégration fiscale dont elle est tête de Groupe.

Au titre des années 2005 et 2006, le groupe d'intégration fiscale incluait Christian Dior SA, Christian Dior Couture, Jardins d'Avron, Financière Jean Goujon, Sadifa et CD Investissements. Le périmètre d'intégration fiscale n'a pas varié entre 2005 et 2006.

La convention d'intégration fiscale actuellement en vigueur ne modifie pas la situation fiscale des filiales concernées, celle-ci restant identique à celle qui résulterait d'une imposition séparée des dites filiales.

L'économie ou la charge complémentaire d'impôt, du montant de la différence entre l'impôt comptabilisé par chacune des sociétés et l'impôt résultant de la détermination du résultat imposable d'ensemble, est enregistrée par Christian Dior SA.

L'économie d'impôt constatée en 2006 s'élève à 17 416 milliers d'euros ; le montant de l'économie s'élevait à 18 004 milliers d'euros en 2005.

Au 31 décembre 2006, le déficit ordinaire du Groupe, indéfiniment reportable, s'élève à 82 432 milliers d'euros.

3. AUTRES INFORMATIONS

3.1 Litige fiscal

Une provision de 570 milliers d'euros est maintenue afin de couvrir les risques contentieux suite au contrôle fiscal relatif aux années 1993 et 1994.

Une caution bancaire, d'un montant de 570 milliers d'euros, a été mise en place en 1999.

3.2 Engagements financiers

Instruments de couverture

La société Christian Dior SA utilise, pour son propre compte, différents instruments de couverture de taux d'intérêt, qui répondent à sa politique de gestion. Celle-ci a pour objectif de se prémunir de l'effet de possibles hausses de taux d'intérêt sur l'endettement existant, tout en veillant à ne pas prendre de positions spéculatives.

La nature des instruments en vie au 31 décembre 2006 et le montant des sous-jacents (hors ceux à court terme), s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Échéance					Valeur de
	2007	2008	2009	2010	2011	Marché
						31.12.06
Swaps de taux : payeur fixe	75 000	–	–	360 000	–	8 700
Swaps de taux : payeur variable	–	113 000	–	–	–	(473)
Collars	75 000	–	–	–	–	–

Filiales et sous-filiales

Christian Dior SA s'est portée caution pour le renouvellement d'une ligne de crédit accordée à Christian Dior Hong Kong d'un montant de 7 millions d'euros.

3.3 Information en matière de crédit-bail

La Société n'a pris aucun engagement dans le cadre d'opérations de crédit-bail.

3.4 Rémunération des organes d'administration et de direction

Une rémunération de 84 milliers d'euros a été versée aux organes d'administration et de direction.

3.5 Identité des sociétés consolidant les comptes de Christian Dior SA

DENOMINATION SOCIALE	SIEGE SOCIAL	
Financière Agache	11, rue François 1 ^{er}	75008 PARIS
Groupe Arnault	41, avenue Montaigne	75008 PARIS

Tableau des filiales et participations au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Capital	Capitaux propres autres que le capital et hors résultat	Quote-part du capital détenue
A Renseignements détaillés concernant les filiales et participations ci-dessous			
Filiales			
Financière Jean Goujon	1 005 294	2 110 710	100,00 %
Sadifa	81	1 459	99,66 %
Christian Dior Couture	126 653	337 423	99,99 %
CD Investissements	38	(16)	100,00 %
B Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations			
Autre participation			0,283 %

Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances consentis	Cautions et avals donnés	C.A. hors taxes du dernier exercice	Bénéfice (perte) du dernier exercice	Dividendes encaissés au cours de l'exercice
Brute	Nette					
3 478 680	3 478 680	-	-	-	249 272	212 368
836	836	-	-	55	(11)	-
362 285	362 285	-	-	445 659	16 609	-
38	38	-	-	-	(4)	-
23 484	10 726	-	-	-	-	5 123

Inventaire des titres de participation, autres titres immobilisés et valeurs mobilières

Au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Valeur Nette Comptable
Participations françaises		
Actions Financière Jean Goujon	62 830 900	3 478 680
Actions Christian Dior Couture	7 915 802	362 285
Actions Sadifa	5 019	836
Actions CD Investissements	3 820	38
Parts Aotep	–	–
Parts OGIF	480	–
TITRES DE PARTICIPATION (actions et parts)		3 841 839

Au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Valeur Nette Comptable
Autres titres immobilisés français		
Parts Valmyfin	10 000	10 726
AUTRES TITRES IMMOBILISES (actions et parts)		10 726

Au 31 décembre 2006

(en milliers d'euros)	Nombre de titres	Valeur Nette Comptable
Actions auto-détenues	4 181 629	174 879
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	4 181 629	174 879
TOTAL DES TITRES DE PARTICIPATION, AUTRES TITRES IMMOBILISES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT		4 027 444

Nombre d'actions auto-détenues	A l'ouverture de l'exercice	Augmentation	Diminution	A la clôture de l'exercice
	4 072 760	444 582	335 713	4 181 629
TOTAL	4 072 760	444 582	335 713	4 181 629

Résultats et autres éléments significatifs de la Société au cours des cinq derniers exercices

(en milliers d'euros)	2002	2003	2004	2005	2006
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	363 454	363 454	363 454	363 454	363 454
Nombre d'actions ordinaires existantes	181 727 048	181 727 048	181 727 048	181 727 048	181 727 048
Nombre maximal d'actions futures :					
• à créer par exercice de bons de souscription					
• à créer par exercice d'options de souscription	–	–	–	–	–
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	–	–	–	14	14
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	130 059	105 392	131 082	148 653	172 742
Impôts sur les bénéfices	35	(9 320)	(12 773)	(17 943)	(17 356)
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	113 524	127 407	138 231	166 439	184 250
Résultat distribué aux actions ordinaires ⁽¹⁾	149 016	158 103	176 275	210 803	256 235
RESULTAT PAR ACTION (euros)					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	0,72	0,63	0,79	0,92	1,05
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	0,62	0,70	0,76	0,92	1,01
Dividende attribué à chaque action ⁽¹⁾	0,82	0,87	0,97	1,16	1,41
PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1	1	1	–	–
Montant de la masse salariale de l'exercice	15	15	17	–	–
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	5	5	5	6	6

(1) Proposition du Conseil d'Administration pour 2006.

Christian Dior

COMPTES CONSOLIDES

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en millions d'euros)	Notes	2006	2005	2004 ⁽¹⁾
Marques et autres immobilisations incorporelles, nettes	3	10 885	11 186	10 495
Ecarts d'acquisition, nets	4	5 120	5 058	4 634
Immobilisations corporelles, nettes	6	5 432	5 258	4 798
Participations mises en équivalence	7	128	131	117
Investissements financiers	8	505	451	718
Autres actifs non courants		693	701	666
Impôts différés	26	451	361	278
Actifs non courants		23 214	23 146	21 706
Stocks et en-cours	9	4 524	4 270	3 723
Créances clients et comptes rattachés	10	1 539	1 437	1 419
Impôts sur les résultats		514	317	115
Autres actifs courants	11	1 635	1 279	1 336
Trésorerie et équivalents	13	1 359	1 510	1 066
Actifs courants		9 571	8 813	7 659
Total de l'actif		32 785	31 959	29 365
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
(en millions d'euros)	Notes	2006	2005	2004 ⁽¹⁾
Capital		363	363	363
Primes		2 205	2 205	2 205
Actions auto-détenues et assimilés		(229)	(157)	(155)
Réserves de réévaluation		418	292	245
Autres réserves		1 447	1 021	626
Ecarts de conversion		(53)	126	(89)
Résultat net		797	618	549
Capitaux propres - part du Groupe	14	4 948	4 468	3 744
Intérêts minoritaires	16	8 026	7 400	6 321
Capitaux propres		12 974	11 868	10 065
Dette financière à long terme	17	4 188	4 443	5 092
Provisions à plus d'un an	18	991	952	886
Impôts différés	26	3 786	3 846	3 389
Autres passifs non courants	19	3 758	3 370	3 246
Passifs non courants		12 723	12 611	12 613
Dette financière à court terme	17	2 661	3 376	2 984
Fournisseurs et comptes rattachés		1 967	1 772	1 629
Impôts sur les résultats		695	377	203
Provisions à moins d'un an	18	263	312	265
Autres passifs courants	20	1 502	1 643	1 606
Passifs courants		7 088	7 480	6 687
Total du passif et des capitaux propres		32 785	31 959	29 365

(1) Après retraitement, en normes IFRS, des données antérieurement publiées en normes françaises

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'euros, sauf résultats par action)	Notes	2006	2005	2004 ⁽¹⁾
Ventes	22-23	16 016	14 556	13 060
Coût des ventes		(5 745)	(5 228)	(4 533)
Marge brute		10 271	9 328	8 527
Charges commerciales		(5 707)	(5 201)	(4 832)
Charges administratives		(1 355)	(1 336)	(1 282)
Résultat opérationnel courant	22-23	3 209	2 791	2 413
Autres produits et charges opérationnels	22-24	(127)	(226)	(203)
Résultat opérationnel		3 082	2 565	2 210
Coût de la dette financière nette		(230)	(234)	(265)
Autres produits et charges financiers		123	43	1
Résultat financier	25	(107)	(191)	(264)
Impôts sur les bénéfices	26	(850)	(728)	(488)
Part dans les résultats des sociétés mises en équivalence	7	8	8	(15)
Résultat net		2 133	1 654	1 443
dont : part des minoritaires		1 336	1 036	894
part du Groupe		797	618	549
Résultat net, part du Groupe par action (en euros)	27	4,49	3,48	3,09
Nombre d'actions retenu pour le calcul		177 522 442	177 655 990	177 774 420
Résultat net, part du Groupe par action après dilution (en euros)	27	4,45	3,45	3,07
Nombre d'actions retenu pour le calcul		179 242 114	179 002 963	178 737 153

(1) Après retraitement, en normes IFRS, des données antérieurement publiées en normes françaises

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Notes	Nombre d'actions	Capital 14.1	Primes	Actions auto-détenues et assimilés 14.2	Réserves de réévaluation 14.4	Ecart de conversion 14.5	Résultat et autres réserves	Total des capitaux propres		
									Part du Groupe	Intérêts minoritaires 16	Total
Au 1er janvier 2004 ⁽¹⁾		181 727 048	363	2 205	(130)	219	-	761	3 418	6 031	9 449
Ecarts de conversion							(89)		(89)	(176)	(265)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres						26			26	48	74
Résultat net								549	549	893	1 442
Total des gains et pertes de l'exercice			-	-	-	26	(89)	549	486	765	1 251
Charges liées aux plans d'options								27	27	28	55
(Acquisitions)/cessions d'actions auto-détenues et assimilés					(25)			(9)	(34)	(75)	(109)
Dividendes et acomptes versés								(162)	(162)	(340)	(502)
Variations de périmètre					-			9	9	(19)	(10)
Effets des engagements d'achat de titres									-	(69)	(69)
Au 31 décembre 2004 ⁽¹⁾		181 727 048	363	2 205	(155)	245	(89)	1 175	3 744	6 321	10 065
Ecarts de conversion							215		215	381	596
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres						47			47	64	111
Résultat net								618	618	1 036	1 654
Total des gains et pertes de l'exercice			-	-	-	47	215	618	880	1 481	2 361
Charges liées aux plans d'options								17	17	15	32
(Acquisitions)/cessions d'actions auto-détenues et assimilés					(2)			1	(1)	27	26
Dividendes et acomptes versés								(172)	(172)	(371)	(543)
Variations de périmètre									-	(74)	(74)
Effets des engagements d'achat de titres									-	1	1
Au 31 décembre 2005		181 727 048	363	2 205	(157)	292	126	1 639	4 468	7 400	11 868
Ecarts de conversion							(179)		(179)	(321)	(500)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres						126			126	174	300
Résultat net								797	797	1 336	2 133
Total des gains et pertes de l'exercice			-	-	-	126	(179)	797	744	1 189	1 933
Charges liées aux plans d'options								23	23	21	44
Acquisitions/cessions d'actions auto-détenues et assimilés					(72)			1	(71)	(8)	(79)
Augmentation de capital des filiales										6	6
Dividendes et acomptes versés								(216)	(216)	(439)	(655)
Variations de périmètre									-	(6)	(6)
Effets des engagements d'achat de titres									-	(137)	(137)
Au 31 décembre 2006		181 727 048	363	2 205	(229)	418	(53)	2 244	4 948	8 026	12 974

(1) Après retraitement, en normes IFRS, des données antérieurement publiées en normes françaises

TABLEAU DE VARIATION DE LA TRESORERIE CONSOLIDEE

(en millions d'euros)	Notes	2006	2005	2004 ⁽¹⁾
I - OPERATIONS D'EXPLOITATION				
Résultat opérationnel		3 082	2 565	2 210
Dotations nettes aux amortissements et provisions, hors éléments fiscaux et financiers		515	671	562
Autres charges calculées, hors éléments financiers		(17)	(92)	(21)
Dividendes reçus		33	52	26
Autres retraitements		(20)	(11)	12
Capacité d'autofinancement générée par l'activité		3 593	3 185	2 789
Coût de la dette financière nette : intérêts payés		(225)	(268)	(266)
Impôts payés		(788)	(620)	(401)
Capacité d'autofinancement après intérêts financiers et impôts		2 580	2 297	2 122
Variation des stocks et en-cours		(362)	(281)	(276)
Variation des créances clients et comptes rattachés		(157)	(77)	21
Variation des fournisseurs et comptes rattachés		234	18	(88)
Variation des autres créances et dettes		37	53	110
Variation du besoin en fonds de roulement		(248)	(287)	(233)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'exploitation		2 332	2 010	1 889
II - OPERATIONS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(807)	(755)	(711)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		11	21	63
Dépôts de garantie versés et autres flux d'investissements opérationnels		12	7	(13)
Investissements opérationnels		(784)	(727)	(661)
Acquisitions d'investissements financiers		(88)	(69)	(57)
Cessions d'investissements financiers	8	172	469	95
Incidences des acquisitions et cessions de titres consolidés		(68)	(604)	(401)
Autres flux liés aux opérations d'investissements financiers		-	64	-
Investissements financiers		16	(140)	(363)
Variation de la trésorerie issue des opérations d'investissement		(768)	(867)	(1 024)
III - OPERATIONS EN CAPITAL				
Augmentations de capital des filiales souscrites par les minoritaires		6	3	1
Acquisitions et cessions d'actions auto-détenues et assimilés		(72)	30	(156)
Dividendes (y compris précompte) et acomptes versés dans l'exercice par Christian Dior		(216)	(172)	(162)
Dividendes et acomptes versés aux minoritaires des filiales consolidées		(439)	(371)	(340)
Variation de la trésorerie issue des opérations en capital		(721)	(510)	(657)
IV - OPERATIONS DE FINANCEMENT				
Emissions ou souscriptions d'emprunts et dettes financières		1 286	1 267	1 662
Remboursements d'emprunts et dettes financières		(2 136)	(1 621)	(1 717)
Acquisitions et cessions de placements financiers		(181)	(40)	11
Variation de la trésorerie issue des opérations de financement		(1 031)	(394)	(44)
V - INCIDENCE DES ECARTS DE CONVERSION				
		(1)	34	2
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (I+II+III+IV+V)		(189)	273	166
TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE	13	988	715	549
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE	13	799	988	715
Opérations comprises dans le tableau ci-dessus, sans incidence sur la variation de la trésorerie :				
- investissements en crédit-bail		8	9	56

(1) Après retraitement, en normes IFRS, des données antérieurement publiées en normes françaises

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 - PRINCIPES COMPTABLES

1.1 Cadre général

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés de l'exercice 2006 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IAS/IFRS) adoptées dans l'Union Européenne et applicables au 14 février 2007, date d'arrêté de ces comptes par le Conseil d'Administration. Ces normes sont appliquées de façon constante sur les exercices présentés.

Les normes IAS 32 et IAS 39 ont été mises en oeuvre par le Groupe à compter du 1er janvier 2004, y compris les amendements de IAS 39 relatifs à la couverture des flux de trésorerie futurs intra-Groupe et à l'option de juste valeur.

1.2 Evolutions du référentiel comptable en 2006

- **Normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire en 2006**

Les normes, amendements et interprétations suivants, applicables au Groupe et mis en oeuvre à compter du 1^{er} janvier 2006, n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés présentés :

- amendements de IAS 39 et IFRS 4 sur les garanties financières ;
- interprétation IFRIC 4 sur les critères permettant de déterminer si un accord contient une convention de location implicite ;
- amendement de IAS 21 concernant la comptabilisation de l'investissement net dans une entité consolidée située à l'étranger ;
- révision limitée de la norme IAS 19 portant sur la comptabilisation des écarts actuariels dans le calcul des engagements sociaux et les informations à fournir.

- **Normes, amendements et interprétations dont l'application est optionnelle en 2006**

Les normes, amendements et interprétations suivants ne seront appliqués dans les comptes consolidés qu'à compter de 2007 :

- IFRS 7 Instruments financiers – Informations à fournir ;
- amendement de IAS 1 sur les informations complémentaires relatives au capital ;
- IFRIC 8 Champ d'application de IFRS 2, norme relative aux paiements fondés sur des actions ;
- IFRIC 9 Réexamen des dérivés incorporés ;
- IFRIC 10 Information financière intermédiaire et dépréciation.

Les impacts de ces textes sur les comptes consolidés sont en cours de chiffrage.

1.3 Première adoption des IFRS

Les premiers comptes établis par le Groupe en conformité avec les normes IFRS l'ont été au 31 décembre 2005 avec une date de transition au 1^{er} janvier 2004. La norme IFRS 1 prévoyait des exceptions à l'application rétrospective des normes IFRS à la date de transition ; celles retenues par le Groupe sont les suivantes :

- regroupement d'entreprises : l'exemption d'application rétrospective n'a pas été retenue. Le Groupe Christian Dior a retraité rétrospectivement les acquisitions réalisées depuis 1988, date de première consolidation de LVMH. Les normes IAS 36, Dépréciations d'actifs et IAS 38, Immobilisations incorporelles, ont été appliquées rétrospectivement depuis cette date ;
- valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles : l'option d'évaluation de ces actifs à leur juste valeur à la date de transition n'a pas été retenue, à l'exception de l'ensemble immobilier détenu par Christian Dior Couture ;
- avantages sociaux : les écarts actuariels différés en normes françaises à la date de transition ont été comptabilisés ;
- conversion des comptes des filiales étrangères : les réserves de conversion relatives à la consolidation des filiales en devises étrangères ont été annulées au 1er janvier 2004 en contrepartie des « Autres réserves » ;
- paiement en actions : la norme IFRS 2 sur les paiements en actions est appliquée à tous les plans d'options d'achat et de souscription ouverts à la date de transition, y compris ceux mis en place avant le 7 novembre 2002, date avant laquelle l'application est optionnelle.

1.4 Utilisation d'estimations

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, des engagements d'achat de titres de minoritaires, de la détermination du montant des provisions pour risques et charges ou des provisions pour dépréciation des stocks et, le cas échéant, des actifs d'impôts différés. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou situations existantes à la date d'établissement des comptes, peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

1.5 Méthodes de consolidation

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif, en droit ou en fait, sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sous contrôle conjoint sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les filiales de distribution détenues en commun avec le groupe Diageo sont consolidées à hauteur de la part de leurs bilans et comptes de résultat correspondant aux seules activités du Groupe (voir Note 1.23).

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

1.6 Conversion des états financiers des filiales étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés est l'euro ; les comptes des filiales utilisant une monnaie fonctionnelle différente sont convertis en euros :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « Ecarts de conversion ».

1.7 Opérations en devises et couvertures de change

Les opérations en devises étrangères réalisées par les sociétés consolidées sont converties dans leur monnaie fonctionnelle aux cours des devises à la date des opérations.

Les créances et dettes exprimées en devises étrangères sont converties aux cours de ces devises à la date de clôture. Les pertes et gains de change latents résultant de cette conversion sont enregistrés :

- en marge brute pour les opérations à caractère commercial ;
- en résultat financier pour les opérations de nature financière.

Les pertes et gains de change résultant de la conversion d'opérations ou créances et dettes intra-Groupe en devises étrangères, ou de leur élimination, sont enregistrés au compte de résultat, à moins qu'ils ne proviennent d'opérations de financement intra-Groupe à long terme pouvant être considérées comme des opérations en capital : ils sont dans ce cas inscrits en capitaux propres, en « Ecarts de conversion ».

Lorsque des instruments dérivés sont affectés à la couverture d'opérations commerciales en devises, ceux-ci sont comptabilisés au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture ; la variation de valeur de marché de ces instruments dérivés est enregistrée :

- en marge brute pour la part efficace de la couverture des créances et dettes inscrites au bilan à la date de clôture ;
- en capitaux propres, en réserves de réévaluation, pour la part efficace de la couverture de flux de trésorerie futurs, ce montant étant transféré en marge brute lors de la comptabilisation des créances et dettes objets de la couverture ;
- en résultat financier pour la part inefficace de la couverture ; les variations de valeur liées aux points de terme des contrats à terme ainsi que la valeur temps dans le cadre des contrats d'options sont systématiquement considérées comme part inefficace.

Lorsque des instruments dérivés sont affectés à la couverture de situations nettes en devises de filiales consolidées, la variation de leur valeur de marché est inscrite en capitaux propres, en écarts de conversion, à hauteur de la part efficace, et en résultat financier pour la part inefficace.

1.8 Marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles

Seules les marques et enseignes acquises, individualisables et de notoriété reconnue sont inscrites à l'actif, à la valeur déterminée lors de leur acquisition.

Les frais engagés pour créer une marque nouvelle ou développer une marque existante sont enregistrés en charges.

Seules les marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties sur leur durée de vie. Le classement d'une marque ou enseigne en actifs à durée de vie définie ou indéfinie résulte en particulier de l'application des critères suivants :

- positionnement global de la marque ou enseigne sur son marché en termes de volume d'activité, de présence internationale, de notoriété ;
- perspectives de rentabilité à long terme ;
- degré d'exposition aux aléas conjoncturels ;
- événement majeur intervenu dans le secteur d'activité susceptible de peser sur le futur de la marque ou enseigne ;
- ancienneté de la marque ou enseigne.

La durée d'amortissement des marques, fonction de l'estimation de leur pérennité, est comprise entre 5 et 40 ans.

La charge d'amortissement des marques et enseignes et, le cas échéant, le montant de leur dépréciation sont comptabilisés dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

Des tests de perte de valeur sont pratiqués pour les marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles suivant la méthodologie présentée en Note 1.12.

Les frais de recherche ne sont pas immobilisés. Les frais de développement d'un nouveau produit ne sont immobilisés que si la décision de lancement de ce produit est effectivement prise.

Les immobilisations incorporelles, autres que les marques et enseignes, sont amorties sur les durées suivantes :

- droits au bail, pas de porte : selon les conditions de marché, le plus souvent 1 à 2 fois la durée du bail ;
- frais de développement : maximum 3 ans ;
- logiciels : 1 à 5 ans.

1.9 Ecarts d'acquisition

Lors de la prise de contrôle exclusive d'une entreprise en droit ou en fait, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur ; la différence entre le coût de la prise de contrôle et la quote-part du Groupe dans la juste valeur de ces actifs, passifs et passifs éventuels est inscrite en écart d'acquisition.

Le coût de la prise de contrôle est le prix payé par le Groupe dans le cadre d'une acquisition, ou l'estimation de ce prix si l'opération se fait sans versement de trésorerie.

En l'absence de dispositions spécifiques dans les textes actuels, la différence entre le coût d'acquisition et la valeur comptable des intérêts minoritaires acquis postérieurement à la prise de contrôle est enregistrée en « Ecart d'acquisition ».

Les écarts d'acquisition sont comptabilisés dans la devise fonctionnelle de l'entité acquise.

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur annuel. La charge de dépréciation éventuelle est comprise dans les « Autres produits et charges opérationnels ».

1.10 Engagements d'achat de titres de minoritaires

Les actionnaires minoritaires de certaines filiales consolidées par intégration globale bénéficient de promesses d'achat de leurs titres octroyées par le Groupe.

Dans l'attente de la clarification des normes IFRS, le Groupe comptabilise ces engagements à chaque clôture de la façon suivante :

- la valeur contractuelle de l'engagement à cette date figure en « Autres passifs non courants » ;
- les intérêts minoritaires correspondants sont reclassés dans le montant ci-dessus ;
- l'écart entre le montant de l'engagement et les intérêts minoritaires reclassés est enregistré en écart d'acquisition.

Ce mode de comptabilisation n'a pas d'effet sur la présentation des intérêts minoritaires au compte de résultat.

Le traitement comptable décrit ci-dessus appelle toutefois la remarque suivante : certaines interprétations des textes conduisent à comptabiliser l'écart d'acquisition intégralement en déduction des capitaux propres ; selon d'autres interprétations, l'écart d'acquisition est maintenu à l'actif mais à un montant figé lors de la prise de contrôle, les variations ultérieures étant enregistrées en résultat.

1.11 Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles, à l'exception des terres à vignes et de l'ensemble immobilier détenu par Christian Dior Couture, est constituée de leur coût d'acquisition. Les frais financiers supportés pendant la période précédant la mise en exploitation ne sont pas immobilisés.

Les terres à vignes sont comptabilisées à leur valeur de marché à la date de clôture. Cette valorisation résulte de données officielles publiées sur les transactions récentes dans la même région, ou d'expertises indépendantes. L'écart entre le coût d'acquisition historique et la valeur de marché est inscrit en capitaux propres, en « Réserves de réévaluation ». Si la valeur de marché devient inférieure au coût d'acquisition, une dépréciation est comptabilisée en résultat, du montant de la différence.

Les pieds de vignes, ou vignobles, pour les champagnes, cognac et autres vins produits par le Groupe, sont des actifs biologiques au sens d'IAS 41, Agriculture. Leur valeur de marché étant peu différente de leur valeur historique, aucune réévaluation de ces actifs n'est pratiquée.

Les immeubles locatifs ne sont pas réévalués à leur valeur de marché.

Les actifs financés par contrat de location financement sont immobilisés sur la base de la valeur actuelle des loyers futurs ou sur la base de leur valeur de marché si celle-ci est inférieure.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon le mode linéaire sur la durée estimée de leur utilisation :

- | | |
|---|-------------|
| • Constructions, immeubles de placement : | 20 à 50 ans |
| • Installations techniques, matériels et outillages : | 3 à 25 ans |
| • Agencements de magasins : | 3 à 10 ans |
| • Vignobles : | 18 à 25 ans |

La base amortissable des immobilisations corporelles est constituée du coût d'acquisition, diminué le cas échéant de la valeur résiduelle estimée.

Les frais d'entretien et de réparation sont enregistrés en charges lors de la réalisation des opérations.

1.12 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont pratiqués pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte potentielle de valeur existe, et au moins une fois par an pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie, principalement les marques, enseignes et écarts d'acquisition. Lorsque la valeur nette comptable de ces actifs devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence ; la dépréciation, imputée en priorité sur l'écart d'acquisition, est comptabilisée en « Autres produits et charges opérationnels ».

La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Les flux de trésorerie prévisionnels sont établis au niveau du Groupe, par secteur d'activités, un secteur d'activités correspondant à une ou plusieurs marques ou enseignes et à une équipe de direction spécifique. Au

sein du secteur d'activités, il peut être déterminé des unités génératrices de trésorerie d'un niveau plus petit, tel un ensemble de magasins.

Les marques et écarts d'acquisition sont évalués à titre principal sur la base des flux de trésorerie prévisionnels actualisés ou selon la méthode des transactions comparables, méthode utilisant les multiples de chiffre d'affaires et de résultat retenus lors de transactions récentes portant sur des marques similaires, ou les multiples boursiers applicables aux activités concernées. D'autres méthodes sont utilisées à titre complémentaire : la méthode des royalties, donnant à la marque une valeur équivalente à la capitalisation des royalties qu'il faudrait verser pour son utilisation ; la méthode du différentiel de marge, applicable aux seuls cas où il est possible de mesurer la différence de revenus générée par une marque, par référence à un produit sans marque ; enfin, la méthode du coût de reconstitution d'une marque équivalente, notamment en termes de frais de publicité.

Les données utilisées dans le cadre de la méthode des flux de trésorerie prévisionnels actualisés proviennent des budgets annuels et plans pluriannuels établis par la direction des secteurs d'activités concernés. Les plans consistent en des projections sur cinq ans, à l'exception de certaines marques en cours de repositionnement stratégique pour lesquelles une durée plus longue est retenue. En outre, s'y ajoute une valeur terminale correspondant à la capitalisation à l'infini des flux de trésorerie issus, le plus souvent, de la dernière année du plan. Lorsque plusieurs scénarios prévisionnels sont retenus, une probabilité de survenance est attribuée à chacun d'entre eux. Le taux d'actualisation des flux de trésorerie prévisionnels intègre le taux de rendement attendu par un investisseur dans le domaine d'activité concerné et la prime de risque propre à cette activité.

1.13 Investissements et placements financiers

Les actifs financiers sont présentés en investissements financiers (actifs non courants) ou en placements financiers (actifs courants) selon leur nature et la durée estimée de leur détention.

Les investissements financiers comprennent principalement les prises de participation stratégiques et non stratégiques.

Les placements financiers incluent les placements temporaires en actions, parts de Sicav, de fonds et Fonds Commun de Placement (FCP), à l'exclusion des placements relevant de la gestion de trésorerie au jour le jour, comptabilisés en « Trésorerie et équivalents » (Voir Note 1.16).

Investissements et placements financiers sont comptabilisés au cours de clôture s'il s'agit d'actifs cotés et sur la base d'une estimation de leur valeur de réalisation s'il s'agit d'actifs non cotés.

Les variations de valeur, positives ou négatives, sont enregistrées en capitaux propres en « Réserves de réévaluation ».

En cas de perte de valeur jugée définitive, une provision pour dépréciation de ce montant est enregistrée en résultat financier ; pour les investissements et placements en actions, la provision pour dépréciation n'est reprise en résultat qu'au moment de la cession.

1.14 Stocks et en-cours

A l'exception des vins produits par le Groupe, les stocks sont comptabilisés à leur prix de revient, hors frais financiers. Le prix de revient est constitué du coût de production (produits finis), ou du prix d'achat majoré des frais accessoires (matières premières, marchandises) ; il ne peut excéder la valeur nette de réalisation.

Les stocks de vins produits par le Groupe, en particulier les vins de Champagne, sont évalués en valeur de marché de la vendange correspondante, comme si les raisins récoltés avaient été acquis auprès de tiers. Jusqu'à la date de vendange, l'évaluation des raisins se fait prorata temporis sur la base d'un rendement et d'une valeur de marché estimés.

Les mouvements de stocks sont valorisés selon les métiers au coût moyen pondéré ou selon la méthode Premier Entré – Premier Sorti (FIFO).

Compte tenu du processus de vieillissement nécessaire au champagne et au cognac, la durée de détention de ces stocks est le plus souvent supérieure à un an. Ces stocks restent classés en actifs courants selon l'usage de la profession.

Les dépréciations de stocks sont constatées principalement dans les activités autres que Vins et Spiritueux. Elles sont établies le plus souvent en raison de l'obsolescence des produits concernés (péremption proche, saison ou collection terminées, ...) ou sur la base de leur perspective d'écoulement.

1.15 Créances clients

Les créances clients, inférieures le plus souvent à deux mois de ventes, sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est enregistrée lorsque leur valeur d'inventaire, fondée sur la probabilité de leur recouvrement, est inférieure à la valeur comptabilisée.

1.16 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La ligne « Trésorerie et équivalents » inclut les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur n'est pas soumise à l'évolution des cours boursiers.

Les placements monétaires sont évalués à leur valeur de marché et au cours de change en vigueur à la date de clôture, les variations de valeur étant enregistrées en résultat financier.

1.17 Provisions

Une provision est comptabilisée dès lors qu'existe une obligation, vis-à-vis d'un tiers, dont il résultera pour le Groupe un décaissement probable dont le montant peut être évalué de façon fiable.

Lorsque la date d'exécution de cette obligation est au delà d'un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul actualisé, dont les effets sont généralement enregistrés en résultat financier.

1.18 Dettes financières

Les dettes financières sont comptabilisées à leur valeur nominale, nette des primes et frais d'émission connexes qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

En cas de couverture de la variation de valeur de la dette au titre du risque de taux, le montant couvert de la dette, ainsi que les instruments de couverture associés, figurent au bilan à leur valeur de marché à la date de clôture ; les effets de leur réévaluation sont enregistrés dans le résultat financier de la période.

En cas de couverture de la charge d'intérêt future, la dette financière, dont les flux sont couverts, reste comptabilisée au coût amorti, la variation de valeur de la part efficace de l'instrument de couverture étant enregistrée dans les capitaux propres en réserve de réévaluation.

En l'absence de relation de couverture, ou pour la partie inefficace des couvertures, les variations de valeur des instruments dérivés sont enregistrées en résultat financier.

Lorsqu'un instrument dérivé est incorporé à la dette financière, l'option de comptabilisation de cette dette à valeur de marché est retenue.

La dette financière nette est constituée des dettes financières à court et long terme et de la valeur de marché à la date de clôture des instruments dérivés sur risque de taux d'intérêt, sous déduction de la valeur des placements et autres actifs financiers et de la trésorerie et équivalents de trésorerie à cette date.

1.19 Instruments dérivés

Le Groupe négocie des instruments financiers dérivés dans le cadre de sa stratégie de couverture des risques de change et de taux d'intérêt. La mise en oeuvre d'une comptabilité de couverture requiert, selon IAS 39, de démontrer et documenter l'efficacité de la relation de couverture lors de sa mise en place et pendant toute sa durée.

L'efficacité de la couverture sur le plan comptable est vérifiée par le rapport des variations de valeur du dérivé et du sous-jacent couvert, ce rapport devant rester dans une fourchette comprise entre 80 et 125 %.

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont enregistrées selon les modalités précisées en Note 1.7 pour les couvertures de risque de change et en Note 1.18 pour les couvertures de risque de taux d'intérêt.

La valeur de marché est établie par référence à des données de marché et selon des modèles d'évaluation communément utilisés; cette valeur est confirmée dans le cas d'instruments complexes par des cotations d'établissements financiers tiers.

Les instruments dérivés dont la maturité est supérieure à douze mois sont présentés en actifs et passifs non courants.

1.20 Actions Christian Dior et LVMH auto-détenues et assimilés

• Actions auto-détenues Christian Dior

Les actions Christian Dior détenues par le Groupe, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi par catégorie d'affectation (voir Note 14.2) selon la méthode Premier Entré – Premier Sorti (FIFO), à l'exception des actions détenues dans le cadre de plans d'options pour lesquelles le calcul est effectué par plan, selon la méthode du Prix Moyen Pondéré. Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

• Actions auto-détenues LVMH

Les achats/ventes par LVMH, de ses propres titres, à l'origine des variations de pourcentages d'intérêt du Groupe Christian Dior dans LVMH, sont traités dans les comptes consolidés du Groupe Christian Dior comme des acquisitions et des cessions d'intérêts minoritaires.

Les options d'achat d'actions LVMH détenues par le Groupe en vue de couvrir les plans de stock options, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés.

1.21 Retraites, frais médicaux et autres engagements vis-à-vis du personnel

Lorsque les indemnités de départ à la retraite, retraites, frais médicaux, et autres engagements font l'objet de cotisations versées par le Groupe à des organismes extérieurs qui prennent en charge l'engagement correspondant au paiement des allocations ou au remboursement des frais médicaux, ces cotisations sont comptabilisées dans les charges de l'exercice au titre duquel elles sont dues, aucun passif n'étant retenu au bilan.

Lorsque les indemnités de départ à la retraite, retraites, frais médicaux et autres engagements sont directement pris en charge par le Groupe, le montant de l'engagement actuariel correspondant donne lieu à provision au bilan, la variation de cet engagement étant comptabilisée dans le résultat opérationnel courant de l'exercice, y compris l'effet d'actualisation financière.

Lorsque cet engagement est couvert, partiellement ou en totalité, par des fonds versés par le Groupe à des organismes financiers, le montant de ces placements dédiés vient en déduction, au bilan, de l'engagement actuariel.

L'engagement actuariel est calculé sur la base d'évaluations propres à chaque pays et à chaque société du Groupe; ces évaluations intègrent notamment des hypothèses de progression des salaires, d'inflation, d'espérance de vie, de rotation des effectifs et de rentabilité des placements dédiés.

Les effets cumulés des écarts actuariels sont amortis dès lors que ceux-ci excèdent en fin d'exercice 10 % du montant de l'engagement ou de la valeur de marché des placements venant en couverture. L'amortissement de ces écarts se fait à compter de l'exercice suivant leur constatation, sur la durée résiduelle moyenne d'activité du personnel concerné.

1.22 Impôts courants et différés

Les différences temporelles entre les valeurs en consolidation des éléments d'actif et de passif, et celles résultant de l'application de la réglementation fiscale, donnent lieu à la constatation d'impôts différés.

Le taux d'impôt retenu pour le calcul des impôts différés est celui connu à la date de clôture; les effets des changements de taux sont enregistrés sur la période au cours de laquelle la décision de ce changement est prise.

Les économies d'impôts résultant de déficits fiscaux reportables sont enregistrés en impôts différés actifs et dépréciés le cas échéant, seuls les montants dont l'utilisation est probable étant maintenus à l'actif du bilan.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les impôts dus au titre des réserves distribuables des filiales sont provisionnés à hauteur des distributions envisagées.

1.23 Comptabilisation des ventes

• Définition des ventes

Les ventes incluent principalement des ventes au détail dans le cadre des magasins du Groupe et des ventes de gros à des distributeurs et agents. Sont assimilées à des ventes au détail, les ventes effectuées dans le cadre de magasins appartenant à des tiers si les risques et avantages liés à la propriété du stock ne leur sont pas transférés.

Les ventes au détail proviennent des activités Mode et Maroquinerie, de certaines marques des Parfums et Cosmétiques ou des Montres et Joaillerie ainsi que de la Distribution sélective. Ces ventes sont comptabilisées lors de l'achat par la clientèle.

Les ventes de gros proviennent des activités Vins et Spiritueux et de certaines marques des Parfums et Cosmétiques ou des Montres et Joaillerie. Ces ventes sont comptabilisées lors du transfert de propriété, c'est-à-dire le plus souvent lors de l'expédition.

Les frais d'expédition et de transport refacturés aux clients ne sont compris dans les ventes que lorsqu'ils sont inclus forfaitairement dans le prix des produits.

Les ventes sont présentées nettes de toutes formes de remises et ristournes. En particulier, les sommes permettant le référencement des produits ou correspondant à des accords de participation publicitaire avec le distributeur viennent en déduction des ventes et créances clients correspondantes.

• Provision pour retours de produits

Les sociétés du Groupe d'activités Parfums et Cosmétiques et, dans une moindre mesure, des activités Mode et Maroquinerie ou Montres et Joaillerie, peuvent reprendre auprès de leurs clients et distributeurs les produits invendus ou périmés.

Lorsque cette pratique est établie, les ventes enregistrées sont diminuées d'un montant correspondant à une estimation de ces retours, en contrepartie de la réduction des créances clients et d'une inscription en stocks. Le taux de retour retenu pour l'établissement de ces estimations est calculé sur la base de statistiques.

• Activités en partenariat avec Diageo

Une partie significative des ventes des activités Vins et Spiritueux est réalisée dans le cadre d'accords de distribution avec Diageo, consistant le plus souvent en un partenariat dans des structures communes. Celles-ci assurent les livraisons et les ventes à la clientèle des marques des deux groupes, le partage du résultat et du bilan de ces entités entre LVMH et Diageo étant régi par les accords de distribution. En raison de ces accords, LVMH ne consolide que les ventes et la quote-part de charges des structures communes concernant ses propres marques.

1.24 Frais de publicité et de promotion

Les frais de publicité et de promotion incluent le coût de la réalisation des supports publicitaires, des achats d'espaces media, de la fabrication d'échantillons et de catalogues et, de manière générale, le coût de l'ensemble des activités destinées à la promotion des marques et produits du Groupe.

Les frais de publicité et de promotion sont enregistrés en charges lorsqu'ils sont encourus ; en particulier, le coût des campagnes media est étalé sur la durée de ces campagnes et le coût des échantillons et catalogues est comptabilisé lors de leur mise à disposition aux clients.

1.25 Plans d'options et assimilés

Les plans d'options d'achat ou de souscription d'actions donnent lieu à enregistrement d'une charge constituée de l'avantage octroyé aux bénéficiaires de ces plans ; l'avantage est calculé le jour du Conseil d'Administration

ayant mis en place les plans, selon la méthode Black et Scholes. Cette charge est répartie de manière linéaire sur la période d'acquisition des droits en contrepartie d'une augmentation des réserves.

Pour les plans d'attribution d'actions gratuites, l'avantage est calculé en fonction du cours de clôture de l'action la veille du Conseil d'Administration ayant décidé le plan, et des dividendes anticipés pendant la période d'acquisition des droits.

Concernant les plans de rémunérations liées au cours de l'action LVMH, dénoués en numéraire et non en titres, la charge annuelle correspondante est comptabilisée en contrepartie d'un passif au bilan.

1.26 Soldes intermédiaires du compte de résultat

L'activité principale du Groupe est la gestion et le développement de ses marques et enseignes. Le résultat opérationnel courant provient de ces activités, qu'il s'agisse d'opérations récurrentes ou non récurrentes, principales ou accessoires.

Les autres produits et charges opérationnels comprennent les éléments constitutifs du résultat qui, en raison de leur nature, de leur montant ou de leur fréquence, ne peuvent être considérés comme faisant partie des activités et du résultat courants du Groupe. Il s'agit, en particulier, des effets des variations de périmètre et des dépréciations des marques et écarts d'acquisition. Il s'agit également, s'ils sont significatifs, des plus ou moins values de cessions d'actifs immobilisés, des frais de restructuration, des frais liés à des litiges, ou de tout autre produit ou charge non courants susceptibles d'affecter la comparabilité du résultat opérationnel courant d'une période à l'autre.

1.27 Résultat par action

Le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du nombre moyen pondéré d'actions avant dilution, majoré du nombre moyen pondéré d'actions qui résulterait de la levée, durant l'exercice, des options de souscription existantes ou de tout autre instrument dilutif. Les fonds recueillis au titre de ces levées, augmentés de la charge restant à comptabiliser au titre des plans d'options et assimilés (voir note 1.25), sont présumés affectés, dans ce calcul, au rachat d'actions Christian Dior à un prix correspondant à leur cours de bourse moyen sur l'exercice.

NOTE 2 - VARIATIONS DE PERIMETRE

Aucune évolution du périmètre de consolidation n'est survenue au cours des exercices 2006 et 2005 pouvant affecter la comparabilité des comptes consolidés de ces deux exercices. Toutefois, bien que ne constituant pas une variation de périmètre, les effets de l'arrêt de l'exploitation du grand magasin parisien de la Samaritaine en juin 2005 doivent être pris en compte pour l'analyse des comptes de résultat présentés (voir Note 22 Information sectorielle et Note 24 Autres produits et charges opérationnels).

2.1 Exercice 2006

En 2006, les variations de périmètre sont constituées d'acquisitions d'intérêts minoritaires, principalement dans Fresh et Donna Karan, ainsi que dans certaines filiales de distribution en Asie.

2.2 Exercice 2005

- **Vins et Spiritueux :**

A la suite d'une Offre Publique d'Achat amicale clôturée fin décembre 2004, le Groupe a acquis, en janvier 2005, 99 % du capital de Glenmorangie plc, société britannique cotée à Londres (Royaume-Uni), et le solde en février et mars 2005 dans le cadre d'une procédure de retrait.

Le coût de cette acquisition s'est élevé à 459 millions d'euros (316 millions de livres sterling), y compris 8 millions d'euros de frais d'acquisition. Conformément aux termes de l'Offre, ce prix a été payé à hauteur de 51 millions de livres sterling sous forme de « Loan Notes », portant intérêt au taux du LIBOR GBP moins 0,80 %. Les « Loan Notes » sont remboursables au pair à partir du 15 décembre 2005, au gré des porteurs, lors des paiements des intérêts les 15 juin et 15 décembre de chaque année et au plus tard le 15 décembre 2012.

La participation dans Glenmorangie a été consolidée par intégration globale à compter du 1er janvier 2005. Le tableau suivant résume les modalités d'affectation du prix payé, sur la base du bilan de Glenmorangie à la date du 31 décembre 2004 :

(en millions d'euros)	Valeur retenue par le Groupe	Valeur comptable
Immobilisations incorporelles	290	1
Immobilisations corporelles	54	58
Stocks	130	123
Autres actifs et passifs courants, nets	(22)	(10)
Trésorerie	21	21
Dette financière	(66)	(66)
Engagements envers le personnel	(12)	-
Impôts différés et provisions	(95)	(7)
Ecart d'acquisition	159	-
Coût total de l'acquisition	459	-

Les immobilisations incorporelles incluent 289 millions d'euros au titre des marques Glenmorangie, Ardbeg et Glen Moray, dont 234 millions d'euros pour la marque Glenmorangie. L'écart d'acquisition est représentatif des synergies attendues de l'intégration de Glenmorangie dans le réseau de distribution de Moët Hennessy.

En avril 2005, le Groupe a acquis la participation de 30 % de l'actionnaire minoritaire de Millennium pour un montant de 120 millions de dollars US, portant ainsi sa participation à 100 %. Cet investissement représente un complément de part du Groupe de 79 millions de dollar US dans la licence de distribution détenue par Millennium.

La participation du Groupe dans MountAdam a été cédée en juillet 2005.

- **Mode et Maroquinerie :**

Christian Lacroix a été cédé en janvier 2005.

- **Autres activités :**

La participation de 49,9 % dans Bonhams Brooks PS&N Ltd, mise en équivalence, a été cédée en juillet 2005.

2.3 Exercice 2004

- **Vins et Spiritueux :**

En mars 2004, la participation dans Millennium Import LLC, acquise en juillet 2002, a été portée pour 103 millions de dollars US de 40 à 70 % et consolidée par intégration globale à compter de cette date.

- **Mode et Maroquinerie :**

En mars 2004, LVMH a porté sa participation dans Donna Karan de 89 % à 98 %, pour 44 millions de dollars US, et en mai 2004, sa participation dans Fendi de 84 % à 94 %, pour 112 millions d'euros.

- **Parfums et Cosmétiques :**

LVMH a acquis en juillet 2004, 10 % de BeneFit Cosmetics pour 26 millions de dollars US, la participation du Groupe s'élevant à 80 % après cette opération.

- **Montres et Joaillerie :**

La cession d'Ebel au groupe américain Movado, résultant d'un protocole d'accord de décembre 2003, est devenue effective en février 2004 ; Ebel a été déconsolidé à cette date.

2.4 Incidences des variations de périmètre sur la trésorerie

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Montant payé pour l'acquisition de titres consolidés	(71)	(623)	(455)

Christian Dior

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Disponibilités / (découverts bancaires) des sociétés acquises	–	(6)	5
Montant reçu pour la cession de titres consolidés	3	34	49
(Disponibilités) / découverts bancaires des sociétés cédées	–	(9)	–
Incidences des variations de périmètres sur la trésorerie	(68)	(604)	(401)

En 2006, les effets des variations de périmètre sur la trésorerie du Groupe comprennent principalement le solde du paiement échelonné des intérêts minoritaires dans Fendi à hauteur de 25 millions d'euros, l'acquisition du solde des intérêts minoritaires dans Donna Karan pour 8 millions d'euros et de 15 % de Fresh pour 4 millions d'euros.

En 2005, l'incidence globale des variations de périmètre sur la trésorerie du Groupe a été une diminution de 604 millions d'euros. Ce montant est provenu principalement de la prise de contrôle de Glenmorangie, à hauteur de 438 millions d'euros, et de l'acquisition des titres des minoritaires de Millennium pour 92 millions d'euros.

En 2004, les effets des variations de périmètre sur la trésorerie du Groupe ont résulté principalement de l'acquisition et du paiement échelonné des intérêts minoritaires dans Fendi à hauteur de 197 millions d'euros, de l'acquisition de 30 % de Millennium pour 82 millions d'euros et de l'achat de 9 % de Donna Karan et 10 % de BeneFit Cosmetics pour 56 millions d'euros.

NOTE 3 - MARQUES, ENSEIGNES ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2006		2005	2004	
(en millions d'euros)	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	
Marques	8 765	(343)	8 422	8 499	8 146
Enseignes	3 383	(1 380)	2 003	2 204	1 983
Licences de distribution	224	(21)	203	226	122
Droits au bail	278	(166)	112	120	136
Logiciels	262	(190)	72	59	44
Autres	183	(110)	73	78	64
Total	13 095	(2 210)	10 885	11 186	10 495
dont immobilisations en location financement	14	(13)	1	1	1

3.1 Variations de l'exercice

La variation du solde net des marques, enseignes et autres immobilisations incorporelles au cours de l'exercice 2006 est constituée des éléments suivants :

Valeur brute (en millions d'euros)	Marques	Enseignes	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2005	8 843	3 740	919	13 502
Acquisitions	-	-	91	91
Cessions	-	-	(16)	(16)
Effets des variations de change	(78)	(357)	(41)	(476)
Autres	-	-	(6)	(6)
Au 31 décembre 2006	8 765	3 383	947	13 095

Amortissements et dépréciations (en millions d'euros)	Marques	Enseignes	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 31 décembre 2005	(344)	(1 536)	(436)	(2 316)
Amortissements	(6)	-	(81)	(87)
Cessions	-	-	14	14
Effets des variations de change	6	156	12	174
Autres	1	-	4	5
Au 31 décembre 2006	(343)	(1 380)	(487)	(2 210)
Valeur nette au 31 décembre 2006	8 422	2 003	460	10 885

Les effets des variations de change proviennent essentiellement des valeurs incorporelles comptabilisées en dollar US, en particulier la marque Donna Karan New York et l'enseigne DFS, en raison de l'évolution de la parité du dollar US vis-à-vis de l'euro au cours de l'exercice.

3.2 Variations des exercices antérieurs

Valeur nette (en millions d'euros)	Marques	Enseignes	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1^{er} janvier 2004	8 197	2 116	268	10 581
Acquisitions	-	-	57	57
Cessions	-	-	(5)	(5)
Effets des variations de périmètre	(7)	-	130	123
Amortissements	(7)	(2)	(64)	(73)
Dépréciations	(13)	-	(3)	(16)
Effets des variations de change	(24)	(132)	(12)	(168)
Autres	-	1	(5)	(4)
Au 31 décembre 2004	8 146	1 983	366	10 495
Acquisitions	3	-	70	73
Cessions	-	-	(5)	(5)
Effets des variations de périmètre	289	-	78	367
Amortissements	(6)	(1)	(71)	(78)
Dépréciations	-	(24)	-	(24)
Effets des variations de change	66	260	34	360
Autres	1	(14)	11	(2)
Au 31 décembre 2005	8 499	2 204	483	11 186

Les effets des variations de périmètre de 2004 proviennent principalement de la première consolidation par intégration globale de la participation dans Millennium ; ceux de 2005 concernent l'acquisition de Glenmorangie à hauteur de 290 millions d'euros et la comptabilisation définitive de la licence de distribution détenue par Millennium pour 62 millions d'euros en valeur brute.

3.3 Marques et enseignes

La répartition des marques et enseignes par groupe d'activités est la suivante :

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net
Christian Dior Couture	25	–	25	25	25
Vins et Spiritueux	2 623	(8)	2 615	2 612	2 310
Mode et Maroquinerie	3 911	(303)	3 608	3 654	3 603
Parfums et Cosmétiques	1 287	(20)	1 267	1 274	1 267
Montres et Joaillerie	871	(12)	859	887	894
Distribution sélective	3 383	(1 380)	2 003	2 204	1 983
Autres activités	48	–	48	47	47
Marques et enseignes	12 148	(1 723)	10 425	10 703	10 129

Les marques et enseignes comptabilisées sont celles acquises par le Groupe. Elles comprennent principalement :

- Vins et Spiritueux : Hennessy, Moët, Veuve Clicquot, Krug, Château d'Yquem, Newton Vineyards et Glenmorangie ;
- Mode et Maroquinerie : Louis Vuitton, Fendi, Céline, Loewe, Donna Karan New York, Givenchy, Kenzo, Berluti, Thomas Pink et Pucci ;
- Parfums et Cosmétiques : Parfums Christian Dior, Guerlain, Parfums Givenchy, Kenzo, Make Up for Ever, BeneFit Cosmetics, Fresh et Acqua di Parma ;
- Montres et Joaillerie : Tag Heuer, Zenith, Fred, Chaumet et les stylos Omas ;
- Distribution sélective : DFS, Sephora, Le Bon Marché ;
- Autres activités : les titres de presse La Tribune et Investir.

Ces marques et enseignes figurent au bilan à la valeur déterminée lors de leur acquisition par le Groupe, qui peut être très inférieure à leur valeur d'utilité ou de cession à la date d'établissement des comptes ; c'est notamment le cas, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive, des marques Louis Vuitton, Christian Dior Couture ou de l'enseigne Sephora.

Ne figurent pas à l'actif du bilan les marques qui ont été développées par le Groupe, notamment les champagnes Dom Pérignon, ainsi que l'enseigne de joaillerie De Beers-LV développée en joint venture avec le groupe De Beers.

3.4 Licences de distribution

Les licences de distribution incluent notamment les droits de commercialisation des vodkas Belvedere et Chopin détenus par Millennium.

Voir également Note 5 pour l'évaluation des marques, enseignes et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie.

NOTE 4 - ECARTS D'ACQUISITION

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Ecarts d'acquisition sur titres consolidés	4 171	(1 093)	3 078	3 216	2 886
Ecarts d'acquisition sur titres auto-détenus LVMH ⁽¹⁾	259	–	259	273	280
Ecarts d'acquisition sur engagements d'achat de titres de minoritaires ⁽²⁾	1 802	(19)	1 783	1 569	1 468
Total	6 232	(1 112)	5 120	5 058	4 634

(1) Voir Note 1.20 et 14.2

(2) Voir Note 19 pour les écarts d'acquisition sur engagements d'achat de titres de minoritaires.

Les variations des écarts d'acquisition s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Au 1^{er} janvier	6 224	(1 166)	5 058	4 634	4 441
Effets des variations de périmètre	29	–	29	158	175
Variation des engagements d'achat de titres de minoritaires	220	–	220	127	65
Variations des dépréciations	–	(15)	(15)	(24)	(48)
Variation du goodwill sur titres auto-détenus	(14)		(14)	(7)	47
Effets des variations de change	(227)	69	(158)	170	(46)
Au 31 décembre	6 232	(1 112)	5 120	5 058	4 634

Les effets des variations de périmètre de l'exercice 2005 concernent principalement l'acquisition de Glenmorangie à hauteur de 159 millions d'euros ; ceux de 2004 proviennent principalement de l'augmentation de la participation du Groupe dans Fendi et Millennium.

Les effets des variations de change proviennent essentiellement des écarts d'acquisition comptabilisés en dollar US, en particulier ceux de Millennium, Miami Cruiseline et Donna Karan, en raison de l'évolution de la parité du dollar US contre l'euro au cours de l'exercice.

NOTE 5 - EVALUATION DES ACTIFS INCORPORELS A DUREE DE VIE INDEFINIE

Les marques, enseignes et autres actifs incorporels à durée de vie indéfinie ainsi que les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test annuel de perte de valeur. Aucune dépréciation significative n'a été enregistrée à ce titre au cours de l'exercice 2006.

Comme décrit en Note 1.12, l'évaluation de ces actifs est effectuée le plus souvent à partir des flux de trésorerie prévisionnels actualisés attendus de ces actifs, déterminés dans le cadre de plans pluri-annuels. Les principaux paramètres retenus en 2006 pour l'établissement de ces flux prévisionnels, similaires à ceux retenus en 2005, sont les suivants :

Groupe d'activités	Durée des plans	Taux d'actualisation avant impôt	Taux de croissance au-delà de la durée des plans
Vins et Spiritueux	5 ans	8,5 à 9,5 %	2 %
Mode et Maroquinerie	5 ans	11 à 12 %	2 %
Parfums et Cosmétiques	5 ans	10,5 à 11,5 %	2 à 2,5 %
Montres et Joaillerie	5 ans (*)	11 à 13 %	2 %
Distribution sélective	5 ans	9 à 10 %	2 %
Autres	5 ans	9,5 à 10,5 %	2 %

(*) La durée des plans de 5 ans peut être étendue jusqu'à 8 ans pour les marques en cours de repositionnement stratégique.

Les taux de croissance retenus pour la période au-delà de la durée des plans sont ceux habituellement retenus par le marché pour les activités concernées.

Une variation d'un point du taux d'actualisation avant impôt ou du taux de croissance à l'infini, appliquée aux données globales prévisionnelles retenues pour chaque groupe d'activités n'entraînerait pas de dépréciations des actifs incorporels concernés, marques, enseignes ou écarts d'acquisition.

NOTE 6 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	Net
Terrains	784	–	784	730	707
Terres à vignes et vignobles	1 417	(69)	1 348	1 217	1 162
Constructions	1 744	(670)	1 074	1 146	1 081
Immeubles locatifs	344	(46)	298	312	289
Installations techniques, matériels et outillages	3 572	(2 197)	1 375	1 363	1 076
Autres immobilisations corporelles et en-cours	1 016	(463)	553	490	483
Total	8 877	(3 445)	5 432	5 258	4 798
dont : immobilisations en location financement	329	(144)	185	214	213
coût historique des terres à vignes et vignobles	531	(69)	462	459	453

La variation des immobilisations corporelles au cours des exercices présentés s'analyse de la façon suivante :

Valeur brute (en millions d'euros)	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles et en-cours	Total
Au 31 décembre 2005	1 280	2 520	354	3 420	938	8 512
Acquisitions	7	110	1	298	310	726
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	133	–	–	–	–	133
Cessions, mises hors service	1	(25)	–	(131)	(36)	(191)
Effets des variations de change	(8)	(94)	(11)	(136)	(46)	(295)
Autres	4	17	–	121	(150)	(8)
Au 31 décembre 2006	1 417	2 528	344	3 572	1 016	8 877

Christian Dior

Amortissements et dépréciations (en millions d'euros)	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles et en-cours	Total
Au 31 décembre 2005	(63)	(644)	(42)	(2 057)	(448)	(3 254)
Amortissements	(6)	(65)	(5)	(331)	(76)	(483)
Dépréciations	–	–	–	(8)	(1)	(9)
Cessions, mises hors service	(1)	23	–	126	35	183
Effets des variations de change	1	16	–	73	27	117
Autres	–	–	1	–	–	1
Au 31 décembre 2006	(69)	(670)	(46)	(2 197)	(463)	(3 445)
Valeur nette au 31 décembre 2006	1 348	1 858	298	1 375	553	5 432

Valeur nette (en millions d'euros)	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles et en-cours	Total
Au 1^{er} janvier 2004	1 087	1 764	302	1 047	399	4 599
Acquisitions	7	124	11	250	280	672
Cessions, mises hors service	(1)	(32)	–	(5)	(11)	(49)
Amortissements	(5)	(64)	(3)	(274)	(69)	(415)
Dépréciations	–	–	–	(3)	(22)	(25)
Variation de la valeur de marché des terres à vignes	75	–	–	–	–	75
Effets des variations de périmètre	–	24	5	(1)	(4)	24
Effets des variations de change	(4)	(39)	(5)	(24)	(17)	(89)
Autres	3	11	(21)	86	(73)	6
Au 31 décembre 2004	1 162	1 788	289	1 076	483	4 798
Acquisitions	7	50	3	360	270	690
Cessions, mises hors service	–	(15)	(3)	(13)	–	(31)
Amortissements	(5)	(55)	(5)	(304)	(73)	(441)
Dépréciations	–	(2)	–	(22)	–	(24)
Variation de la valeur de marché des	43	–	–	–	–	43

Christian Dior

Valeur nette (en millions d'euros)	Terres à vignes et vignobles	Terrains et constructions	Immeubles locatifs	Installations techniques, matériel et outillage	Autres immobilisations corporelles et en-cours	Total
terres à vignes						
Effets des variations de périmètre	(1)	18	–	23	1	41
Effets des variations de change	10	65	10	50	31	165
Autres	1	27	18	193	(222)	17
Au 31 décembre 2005	1 217	1 876	312	1 363	490	5 258

Les acquisitions d'immobilisations corporelles reflètent dans les trois exercices les investissements de Louis Vuitton, DFS et Sephora dans leurs réseaux de distribution.

NOTE 7 - PARTICIPATIONS MISES EN EQUIVALENCE

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Part dans l'actif net des participations mises en équivalence au 1er janvier	135	(5)	130	117	105
Part dans le résultat de l'exercice	8	–	8	8	(15)
Dividendes versés	(7)	–	(7)	(3)	(4)
Effets des variations de périmètre	(7)	5	(2)	10	32
Effets des variations de change	(1)	–	(1)	(1)	(1)
Part dans l'actif net des participations mises en équivalence au 31 décembre	128	–	128	131	117

En 2006, les participations mises en équivalence comprennent principalement :

- 40 % de Mongoual SA, société immobilière propriétaire d'un immeuble à Paris (France), également siège social de la société LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SA ;
- 23,1 % de Micromania, leader sur le marché français de la distribution de jeux vidéo et consoles.

Les loyers facturés au Groupe par Mongoual sont de 14 millions d'euros en 2006 (14 millions d'euros en 2005 et en 2004).

NOTE 8 - INVESTISSEMENTS FINANCIERS

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Total	537	(32)	505	451	718

Au 31 décembre 2004, les investissements financiers incluaient une participation dans Bouygues SA s'élevant à 401 millions d'euros (voir également Note 12 – Placements financiers).

Les investissements financiers ont évolué de la façon suivante au cours des exercices présentés :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Au 1^{er} janvier	451	718	811
Acquisitions	86	107	13
Cessions à valeur de vente	(162)	(469)	(166)
Effets des variations de valeur de marché	132	229	78
Reclassements en titres mis en équivalence ou placements financiers	–	(144)	–
Dotation nette aux dépréciations	5	–	(13)
Effets des variations de change	(7)	10	(5)
Au 31 décembre	505	451	718

En 2004 et 2005, les cessions concernaient principalement la participation dans Bouygues S.A ; au 31 décembre 2005, le solde de cette participation avait été reclassé en placements financiers. Les principales cessions de l'exercice 2006 proviennent de diverses participations détenues par le FCPR L Capital.

Les résultats de cession sont analysés en Note 25 Résultat financier.

Les investissements financiers détenus par le Groupe sont notamment les suivants :

(en millions d'euros)	Pourcentage d'intérêt	Valeur nette des titres	Dividendes encaissés	Capitaux propres ⁽³⁾	Résultat net ⁽³⁾
L Capital FCPR (France) ⁽²⁾	46,1 %	68	–	333	–
L Capital 2 FCPR (France) ⁽²⁾	18,5 %	61	–	–	–
Tod's Spa (Italie) ⁽¹⁾	3,5 %	65	1	462	39
Xinyu Hengdeli Holdings Ltd ⁽¹⁾	7,2 %	56	–	77	13
Autres participations	NA	255	25	–	–
		505	26		

(1) Evaluation des titres au cours de bourse de clôture au 31 décembre 2006.

(2) Evaluation des titres en valeur de réalisation estimée.

(3) Les données comptables fournies sont antérieures au 31 décembre 2006, les chiffres à fin 2006 étant indisponibles à la date d'établissement des états financiers.

L Capital FCPR est un fonds d'investissements dont les statuts et les modalités de fonctionnement ne permettent pas au Groupe d'exercer un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable, sur les participations détenues.

NOTE 9 - STOCKS ET EN-COURS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Vins et eaux-de-vie en cours de vieillissement	2 406	2 161	1 883
Autres matières premières et en-cours	435	396	376
	2 841	2 557	2 259
Marchandises	600	625	499
Produits finis	1 629	1 689	1 535
	2 229	2 314	2 034
Valeur brute	5 070	4 871	4 293
Provision pour dépréciation	(546)	(601)	(570)
Valeur nette	4 524	4 270	3 723

Christian Dior

La variation du stock net au cours de l'exercice 2006 provient des éléments suivants :

(en millions d'euros)	2006			2005	2004
	Brut	Dépréciations	Net	Net	Net
Au 1^{er} janvier	4 871	(601)	4 270	3 723	3 575
Augmentation du stock brut	357	–	357	281	263
Effets de la mise à valeur de marché des vendanges	23	–	23	19	25
Variation de la provision pour dépréciation	–	21	21	(41)	(39)
Effets des variations de périmètre	6	(3)	3	125	(27)
Effets des variations de change	(187)	37	(150)	163	(74)
Au 31 décembre	5 070	(546)	4 524	4 270	3 723

Les effets de la mise à valeur de marché des vendanges sur le coût des ventes sont les suivants :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Mise à valeur de marché de la récolte de l'exercice	41	34	46
Effets des sorties de stocks	(18)	(15)	(21)
Incidence nette sur le coût des ventes de la période	23	19	25

NOTE 10 - CLIENTS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Créances à valeur nominale	1 734	1 650	1 621
Provision pour dépréciation	(60)	(72)	(83)
Provision pour retours et reprises de produits	(135)	(141)	(119)
Montant net	1 539	1 437	1 419
Dont : créances ayant fait l'objet de cession Dailly	–	–	268

La valeur actuelle des créances clients n'est pas différente de leur valeur comptable.

NOTE 11 - AUTRES ACTIFS COURANTS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Placements financiers	607	422	201
Valeur de marché des instruments dérivés	252	151	396
Créances d'impôts et taxes, hors impôt sur les résultats	239	194	214
Fournisseurs : avances et acomptes	104	86	57
Charges constatées d'avance	237	219	205
Autres créances, nettes	196	207	263
Total	1 635	1 279	1 336

Les charges constatées d'avance sont constituées à hauteur de 88 millions d'euros au 31 décembre 2006 (72 millions d'euros au 31 décembre 2005 et 74 millions d'euros au 31 décembre 2004) d'échantillons et matériels publicitaires ; ceux-ci concernent essentiellement les activités Parfums et Cosmétiques.

Voir également Note 12 Placements financiers et Note 21 Instruments dérivés.

NOTE 12 - PLACEMENTS FINANCIERS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Valeurs mobilières de placement non cotées, parts de SICAV et FCP non monétaires	462	281	191
Valeurs mobilières de placement cotées	145	141	10
Total	607	422	201
Dont coût historique des placements financiers	506	318	190

Les placements financiers ont évolué de la façon suivante au cours des exercices présentés :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Au 1^{er} janvier	422	201	202
Acquisitions	336	51	31
Cessions à valeur de vente	(156)	(11)	(30)
Effets des variations de valeur de marché	42	49	11
Reclassement d'investissements financiers	(1)	126	-
Effets des variations de change	(36)	6	(13)
Au 31 décembre	607	422	201

Au 31 décembre 2005, les valeurs mobilières de placement incluent 3060 milliers d'actions Bouygues pour un montant de 126 millions d'euros (voir Note 8 Investissements financiers).

Les résultats de cessions sont analysés en Note 25 Résultat financier.

NOTE 13 - TRESORERIE ET EQUIVALENTS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Dépôts à terme à moins de trois mois	126	94	89
Parts de SICAV et FCP monétaires	148	34	19
Comptes bancaires	1 085	1 382	958
Trésorerie et équivalents au bilan	1 359	1 510	1 066

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie et équivalents apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau de variation de trésorerie s'établit de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Trésorerie et équivalents	1 359	1 510	1 066
Découverts bancaires	(560)	(522)	(351)
Trésorerie nette du tableau de variation de trésorerie	799	988	715

NOTE 14 - CAPITAUX PROPRES

14.1 Capital

Au 31 décembre 2006, le capital est constitué de 181 727 048 actions (181 727 048 au 31 décembre 2005 et 2004), entièrement libérées, au nominal de 2 euros ; 126 581 274 actions bénéficient d'un droit de vote double, accordé aux actions détenues sous forme nominative depuis plus de trois ans (120 948 264 au 31 décembre 2005, 17 077 129 au 31 décembre 2004).

14.2 Actions Christian Dior et LVMH auto-détenues et instruments dénouables en actions LVMH

Les effets sur la situation nette du Groupe des actions Christian Dior et des calls LVMH détenus dans le cadre des plans d'options d'achat s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Actions Christian Dior auto-détenues	181	157	155
Part de Christian Dior dans les calls sur actions LVMH ⁽¹⁾	48	–	–
Actions auto-détenues et assimilées	229	157	155

(1) Lors de l'exercice des calls et du service des titres à une date rapprochée, le dénouement de ces opérations n'a pas d'impact sur les comptes.

Jusqu'à l'exercice 2006, les actions LVMH livrables dans le cadre de plans d'options d'achat étaient détenues par LVMH et affectées à ces plans dès leur mise en place. Au cours du premier semestre 2006, ce mode de couverture a été remplacé pour certains plans existants par l'achat d'options d'achat d'actions LVMH (« calls ») ; les actions auxquelles les calls se sont substitués ont été réaffectées à la couverture de plans autres que les plans d'options d'achat.

Le portefeuille d'actions Christian Dior, ainsi que leur affectation, s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2006		2005	2004
	Nombre	Valeur	Valeur	Valeur
Plans d'options d'achat	4 162 097	180	156	136
Autres	19 532	1	1	19
Total	4 181 629	181	157	155

Au cours de l'exercice 2006, les mouvements de portefeuille d'actions Christian Dior ont été les suivants :

(en millions d'euros)	Nombre d'actions	Valeur
Au 31 décembre 2005	4 072 760	157
Achats	444 582	34
Levées d'options	(335 713)	(10)
Cessions à valeur de vente	–	–
Plus ou (moins) value de cession brute	–	–
Au 31 décembre 2006	4 181 629	181

Au 31 décembre 2006, la valeur boursière des autres actions Christian Dior détenues est de 1,6 million d'euros.

14.3 Dividendes versés par la société mère Christian Dior SA

Selon la réglementation française, les dividendes sont prélevés sur le résultat de l'exercice et les réserves distribuables de la société mère, après déduction de la valeur des actions auto-détenues. Au 31 décembre 2006, le montant distribuable s'élève à 2 513 millions d'euros ; il est de 2 256 millions d'euros après prise en compte de la proposition de distribution de dividendes pour l'exercice 2006 et avant effet de l'auto-détention.

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Acompte au titre de l'exercice en cours (2006 : 0,38 euro ; 2004 et 2005 : 0,32 euro)	69	58	58
Effet des actions auto-détenues	(2)	(1)	(1)
	67	57	57
Solde au titre de l'exercice précédent (2005 : 0,84 euro ; 2004 : 0,65 euro ; 2003 : 0,59 euro)	153	118	107
Effet des actions auto-détenues	(4)	(3)	(2)
Total versé au cours de l'exercice	149	115	105
	216	172	162

Le solde du dividende pour l'exercice 2006, proposé à l'Assemblée Générale des actionnaires du 10 mai 2007, est de 1,03 euro par action, soit un décaissement total de 187 millions d'euros avant effet de l'auto-détention.

14.4 Réserves de réévaluation

Les réserves de réévaluation enregistrent les gains et les pertes latents au titre des investissements et placements financiers, des instruments de couverture de flux de trésorerie futurs en devises et des terres à vignes, essentiellement en Champagne.

Ces réserves ont évolué de la façon suivante sur les exercices présentés :

(en millions d'euros)	Investissements et placements financiers	Couverture de flux de trésorerie futurs en devises	Terres à vignes	Total part du Groupe
Au 1^{er} janvier 2004	(7)	71	155	219
Variation de valeur	29	72	27	128
Transfert en résultat de l'exercice	3	(88)	–	(85)
Effets d'impôt	(15)	5	(7)	(17)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	17	(11)	20	26
Au 31 décembre 2004	10	60	175	245
Variation de valeur	167	(63)	17	121
Transfert en résultat de l'exercice	(57)	(31)	–	(88)
Effets d'impôt	(11)	31	(6)	14
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	99	(63)	11	47
Au 31 décembre 2005	109	(3)	186	292
Variation de valeur	125	89	46	260
Transfert en résultat de l'exercice	(69)	(25)	–	(94)
Effets d'impôt	(1)	(23)	(16)	(40)
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	55	41	30	126
Au 31 décembre 2006	164	38	216	418

14.5 Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion inscrits dans les capitaux propres au 31 décembre 2006, y compris les effets de couverture des actifs nets en devises, s'analyse par devise de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2006	Variation	2005	2004
Dollar US	(68)	(153)	85	(89)
Hong Kong dollar	(5)	(14)	9	(7)
Livre Sterling	13	6	7	1
Autres devises	(1)	(23)	22	1
Couvertures d'actifs nets en devises	8	5	3	5
Total	(53)	(179)	126	(89)

NOTE 15 - PLANS D'OPTIONS ET ASSIMILES

- **Options consenties par la société Christian Dior SA**

L'Assemblée Générale du 11 mai 2006 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une période de trente-huit mois expirant en juillet 2009, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel ou dirigeants des sociétés du Groupe, des options de souscription ou d'achat dans la limite de 3 % du capital de la Société.

Au 31 décembre 2006, aucun plan de souscription n'a été attribué par la société Christian Dior SA.

Chaque plan a une durée de dix ans et les options sont exerçables après un délai de trois ans ou cinq ans.

Dans certaines circonstances, notamment en cas de départ à la retraite, le délai d'acquisition des droits de trois ou cinq ans ne s'applique pas.

Pour l'ensemble des plans, la parité est de une action pour une option attribuée.

- **Options consenties par la société LVMH SA**

L'Assemblée Générale du 11 mai 2006 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une période de trente-huit mois expirant en juillet 2009, à consentir, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel ou dirigeants des sociétés du Groupe, des options de souscription ou d'achat dans la limite de 3 % du capital de la Société.

Chaque plan a une durée de dix ans et les options sont exerçables après un délai de trois ans ou quatre ans, selon que les plans ont été émis antérieurement ou postérieurement à 2004, à l'exception du plan d'achat du 14 mai 2001, portant initialement sur 1 105 877 options, dont la durée est de huit ans et pour lequel les options peuvent être exercées après un délai de quatre ans.

Dans certaines circonstances, notamment en cas de départ à la retraite, le délai d'acquisition des droits de trois ou quatre ans ne s'applique pas.

Pour l'ensemble des plans, la parité est de une action pour une option attribuée.

- **Plans d'attribution d'actions gratuites LVMH**

L'Assemblée Générale du 12 mai 2005 a autorisé le Conseil d'Administration, pour une période de trente-huit mois expirant en juillet 2008, à procéder, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel ou des dirigeants des sociétés du Groupe, à des attributions d'actions gratuites existantes ou à émettre dans la limite de 1 % du capital de la société au jour de cette autorisation.

L'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme d'une période d'acquisition de deux ans et la durée minimale de l'obligation de conservation par les bénéficiaires est de deux années supplémentaires.

- **Plans d'options de souscription LVMH**

Date d'ouverture du plan	Nombre d'options attribuées	Prix d'exercice (en euros)	Période d'acquisition des droits	Nombre d'options exercées en 2006	Nombre d'options non exercées au 31/12/2006
21 janvier 2004	2 720 425	55,70	4 ans	–	2 689 175
“	27 050	58,90	“	–	26 050
12 mai 2005	1 852 150	52,82	“	–	1 849 700
“	72 250	55,83	“	–	72 250
11 mai 2006	1 674 709	78,84	“	–	1 674 709
“	114 650	82,41	“	–	114 650
				–	6 426 534

Christian Dior

	2006		2005		2004	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
Options non exercées au 1^{er} janvier	4 637 175	54,57	2 747 475	55,73	–	–
Attributions	1 789 359	79,07	1 924 400	52,93	2 747 475	55,73
Options caduques	–	–	(34 700)	55,59	–	–
Options exercées sur la période	–	–	–	–	–	–
Options non exercées au 31 décembre	6 426 534	61,39	4 637 175	54,57	2 747 475	55,73

Les attributions de l'exercice sont constituées du plan d'options de souscription au prix d'exercice moyen unitaire de 79,07 euros mis en place le 11 mai 2006 ; la période d'indisponibilité des options est de 4 ans.

• Plans d'options d'achat

Date d'ouverture du plan	Nombre d'options attribuées ⁽¹⁾	Prix d'exercice (en euros) ^{(2) (3)}	Période d'acquisition des droits	Nombre d'options exercées en 2006 ⁽³⁾	Nombre d'options non exercées au 31/12/2006 ⁽³⁾
LVMH					
30 mai 1996	233 199	34,15	3 ans	535 990	–
29 mai 1997	233 040	37,50	”	93 400	531 835
29 janvier 1998	269 130	25,92	”	137 585	438 225
16 mars 1998	15 800	31,25	”	15 400	55 000
20 janvier 1999	320 059	32,10	”	274 050	958 995
16 septembre 1999	44 000	54,65	”	–	210 000
19 janvier 2000	376 110	80,10	”	1 750	1 794 900
23 janvier 2001	2 649 075	65,12	”	183 525	2 294 150
6 mars 2001	40 000	63,53	”	5 000	35 000
14 mai 2001	1 105 877	66,00	4 ans	24 225	529 694
14 mai 2001	552 500	61,77	3 ans	–	552 500
12 septembre 2001	50 000	52,48	”	–	50 000
22 janvier 2002	3 256 700	43,30	”	713 108	2 292 617
22 janvier 2002	27 400	45,70	”	17 200	5 750
15 mai 2002	8 560	54,83	”	3 000	5 560
22 janvier 2003	3 155 225	37,00	”	225 775	2 836 650
22 janvier 2003	58 500	38,73	”	12 950	45 050
Total LVMH				2 242 958	12 635 926
Christian Dior					
14 octobre 1996	94 600 ⁽⁴⁾	25,95	3 ans	207 000	–
29 mai 1997	97 900	32,01	5 ans	4 200	275 200
3 novembre 1998	98 400	18,29	5 ans	5 200	276 000
26 janvier 1999	89 500	25,36	5 ans	28 313	266 000
15 février 2000	100 200	56,70	5 ans	10 000	382 000
21 février 2001	437 500	45,95	3 ans	13 000	404 500
18 février 2002	504 000	33,53	3 ans	60 000	429 000
18 février 2003	527 000	29,04	3 ans	8 000	504 000
17 février 2004	527 000	49,79	3 ans	–	495 000
12 mai 2005	493 000	52,21	3 ans	–	490 000
15 février 2006	475 000	72,85 ⁽⁵⁾	3 ans	–	475 000
6 septembre 2006	20 000	74,93	3 ans	–	20 000
Sous-total				335 713	4 016 700
Plans à venir	145 397	–	–	–	145 397
Total Christian Dior				335 713	4 162 097

(1) Nombre d'options à l'ouverture du plan non retraité des ajustements liés aux attributions d'actions gratuites à raison d'une pour dix de juin 1999 et à la division du nominal par cinq de juillet 2000 chez LVMH, et non retraité des ajustements liés à la division du nominal par 4 de juillet 2000 chez Dior.

(2) Les chiffres antérieurs à l'exercice 1999 résultent de la conversion en euros de données établies à l'origine en francs.

(3) Ajusté du fait des opérations visées ci-dessus au (1).

(4) Plan expiré le 30 novembre 2006.

(5) Prix d'exercice au profit des résidents italiens : 77,16€

Christian Dior

(en millions d'euros)	2006		2005		2004	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
LVMH						
Options non exercées au 1^{er} janvier	14 927 777	49,48	17 148 615	48,66	19 433 292	45,67
Attributions	–	–	–	–	–	–
Options caduques	(48 893)	63,59	(956 498)	61,61	(106 425)	46,01
Options exercées	(2 242 958)	39,83	(1 264 340)	29,21	(2 178 252)	22,10
Options non exercées au 31 décembre	12 635 926	51,36	14 927 777	49,48	17 148 615	48,66
Christian Dior						
Options non exercées au 1^{er} janvier	3 993 213	38,78	3 574 600	36,72	3 160 000	34,28
Attributions	495 000	73,02	493 000	52,21	527 000	49,79
Options caduques	(135 800)	36,96	–	–	–	–
Options exercées	(335 713)	28,98	(74 387)	28,78	(112 400)	29,40
Options non exercées au 31 décembre	4 016 700	43,88	3 993 213	38,78	3 574 600	36,72

- **Plans d'attribution d'actions gratuites de LVMH**

Date de l'Assemblée	Date d'ouverture du plan	Nombre d'actions attribuées à l'origine	Période d'acquisition des droits	Nombre d'actions attribuées au 31/12/2006
12 mai 2005	12 mai 2005	97 817	2 ans	97 142
12 mai 2005	11 mai 2006	164 306	“	164 306
				261 448

- **Plans de rémunérations liées au cours de l'action chez LVMH**

Des plans de rémunération dénouables en numéraire fondés sur l'évolution du cours de l'action LVMH ont été mis en place les 21 janvier 2004 et 12 mai 2005 ; ils portaient initialement sur 206 750 et 187 300 actions respectivement. En outre, deux plans équivalents à l'attribution de 39 300 actions gratuites et 12 000 actions gratuites ont été mis en place le 11 mai 2006 et le 1^{er} août 2006, respectivement. Ces plans ont une période d'acquisition des droits de 4 ans.

- **Charge de l'exercice**

La valeur unitaire de chaque plan d'options est déterminée selon la méthode Black et Scholes, comme décrit en Note 1.25. Les paramètres et hypothèses retenus pour cette évaluation sont les suivants :

Chez LVMH :

	Plans 2006	Plans 2005	Plans 2004
Cours de bourse de l'action LVMH à la date d'attribution (en euros)	84,0€	57,0€	62,7€
Prix d'exercice moyen (en euros)	79,0€	52,8€	55,7€
Volatilité du cours de l'action LVMH (en %)	24,5	21,7	25,0
Taux de distribution de dividendes (en %)	1,4	1,6€	1,3€
Taux de placement sans risque (en %)	4,1	3,0€	3,7€
Durée de la période d'acquisition des droits	4 ans	4 ans	4 ans

La volatilité du cours de l'action LVMH est déterminée sur la base de la volatilité implicite observée.

Les valeurs unitaires des options de souscription et des actions gratuites attribuées en 2006 sont de 25,06 euros et 81,70 euros, respectivement.

La charge de l'exercice résultant de ces évaluations est présentée ci-dessous ; sont pris en compte en 2004, 2005 et 2006 tous les plans dont la période d'acquisition des droits était ouverte à la date du 1^{er} janvier 2004, date de transition aux IFRS.

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Plans d'options de souscription, d'achat et d'attribution d'actions gratuites	34	25	50
Plans de rémunérations liées au cours de l'action LVMH	1	5	1
Charge de l'exercice	35	30	51

Chez Christian Dior :

	Plan de septembre 2006	Plan de février 2006	Plans 2005	Plans 2004
Cours de bourse de l'action Christian Dior à la date d'attribution (en euros)	81,05	77,40	56,85	52,70
Prix d'exercice moyen (en euros)	74,93	72,85	52,21	49,79
Volatilité du cours de l'action Christian Dior (en %)	24,50	24,50	21,70	25,00
Taux de distribution de dividendes (en %)	1,40	1,40	1,65	1,35
Taux de placement sans risque (en %)	4,10	4,10	3,06	3,78
Durée de la période d'acquisition des droits	3 ans	3 ans	3 ans	3 ans

La volatilité du cours de l'action Christian Dior est déterminée sur la base de la volatilité implicite observée.

Le cours de bourse moyen de l'action Christian Dior en 2006 était de 79,53 euros.

• Plans d'options d'achat

Sur la base des hypothèses et paramètres ci-dessus, les valeurs unitaires des options attribuées le 15 février 2006 et le 6 septembre 2006 sont respectivement de 23,09 euros et de 28,70 euros (de 15,83 euros pour les options attribuées en 2005 et de 18,89 euros pour les options attribuées en 2004).

La charge totale comptabilisée en 2006 au titre des plans est de 9 millions d'euros (7 millions d'euros en 2005 et 5 millions d'euros en 2004).

NOTE 16 - INTERETS MINORITAIRES

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Au 1^{er} janvier	7 400	6 321	6 031
Part des minoritaires dans le résultat	1 336	1 036	893
Dividendes versés aux minoritaires	(439)	(371)	(340)
Effets des variations de périmètre :			
effet de l'auto-détention LVMH	(8)	27	(75)
consolidation de Millennium	–	–	82
acquisition de titres de minoritaires de Millennium	–	(76)	–
acquisition de titres de minoritaires de Fendi	(2)	–	(43)
acquisition de titres de minoritaires de Donna Karan	(4)	–	(23)
autres variations de périmètre	–	2	(35)
Total des effets des variations de périmètres	(14)	(47)	(94)
Part des minoritaires dans les variations suivantes :			
augmentations de capital souscrites par les minoritaires	6	–	–
réserves de réévaluation	174	64	48
écart de conversion	(321)	381	(176)
charges liées aux plans d'options	21	15	28
Effets des engagements d'achat de titres de minoritaires	(137)	1	(69)
Au 31 décembre	8 026	7 400	6 321

NOTE 17 - EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

17.1 Dette financière nette

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Dette financière à long terme	4 188	4 443	5 092
Dette financière à court terme	2 661	3 376	2 984
Dette financière brute	6 849	7 819	8 076
Instruments dérivés liés au risque de taux d'intérêt	(83)	(151)	(121)
Dette financière brute après effet des instruments dérivés	6 766	7 668	7 955
Placements financiers	(607)	(422)	(201)
Autres actifs financiers	(37)	(30)	(42)
Trésorerie et équivalents	(1 359)	(1 510)	(1 066)
Dette financière nette	4 763	5 706	6 646

La dette financière nette n'inclut pas les engagements d'achat de titres de minoritaires, classés en « Autres passifs non courants » (voir Note 19). Le montant relatif aux instruments dérivés liés au risque de taux d'intérêt est détaillé en Note 21.

17.2 Analyse de la dette financière brute par nature

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Titres à durée indéterminée (TDI)	–	32	49
Emprunts obligataires et EMTN	3 039	3 133	3 496
Crédit-bail et locations de longue durée	132	157	151
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 017	1 121	1 396
Dette financière à long terme	4 188	4 443	5 092
Emprunts obligataires et EMTN	220	1 195	968
Crédit-bail et locations de longue durée	22	22	21
Emprunts auprès des établissements de crédit	571	625	369
Billets de trésorerie	516	323	513
Autres emprunts et lignes de crédit	676	589	626
Titres à durée indéterminée (TDI)	12	–	20
Découverts bancaires	560	522	351
Intérêts courus	84	100	116
Dette financière à court terme	2 661	3 376	2 984
Dette financière brute totale	6 849	7 819	8 076
Valeur de marché de la dette financière brute	6 865	7 885	8 162

17.3 Titres à Durée Indéterminée (TDI)

(en millions d'euros)	Intérêt nominal	2006	2005	2004
FRF 5 000 000 000 ; 1990	Euribor 6 mois + 0,45 %	–	–	20
FRF 1 505 000 000 ; 1992	9,70 %	12	32	49
Total		12	32	69

Les emprunts obligataires perpétuels mentionnés ci-dessus, émis sous forme de titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI), ont été transformés en titres à durée indéterminée (TDI) en 1996, par avenant à la convention d'émission d'origine du TSDI 1990.

A nature de créance chirographaire ordinaire, les TDI sont depuis cette date, remboursables de droit dans les seuls cas de liquidation judiciaire ou de dissolution anticipée de la société LVMH sauf fusion ou scission.

Bien qu'ayant un caractère perpétuel, les TDI figurent au bilan consolidé pour un montant dont le solde comptable diminue pour être ramené à une valeur nulle après quinze ans, du fait de l'existence de conventions avec des sociétés tierces.

Par ces conventions, les sociétés tierces se sont en effet engagées à conserver ou à acheter les titres aux souscripteurs après quinze ans, et ont renoncé en totalité ou quasi-totalité à la perception des intérêts à compter de cette date, moyennant le versement par LVMH d'un montant définitif concomitamment à l'émission.

En raison de ces dispositions :

- les TDI ont été comptabilisés au bilan à l'émission pour leur montant nominal net de ces versements, et sont amortis chaque exercice du montant des produits générés par les placements, par les sociétés tierces, de ces versements ;
- le résultat consolidé de chaque exercice supporte les intérêts payés sur le montant nominal de l'émission sous déduction de l'amortissement ci-dessus.

17.4 Emprunts obligataires et EMTN

(en millions d'euros)	Échéance	Taux effectif initial ⁽¹⁾ (en %)	2006	2005	2004
EUR 600 000 000 ; 2005	2012	3,43	598	598	–
EUR 600 000 000 ; 2004	2011	4,74	606	625	623
EUR 150 000 000 ; 2006	2011	4,37	150	–	–
EUR 750 000 000 ; 2003	2010	5,05	746	773	777
EUR 500 000 000 ; 2001	2008	6,27	508	525	536
EUR 800 000 000 ; 1999	2006	–	–	808	824
EUR 600 000 000 ; 2000	2005	–	–	–	588
FRF 1 300 000 761 ; 1998 indexé	2005	–	–	–	42
Émissions publiques			2 608	3 329	3 390
– en euros			593	641	632
– en devises			58	358	442
Placements privés EMTN			651	999	1 074
Total emprunts obligataires et EMTN			3 259	4 328	4 464

(1) Avant effet des couvertures de taux mises en place concomitamment ou postérieurement à l'émission.

La variation des emprunts obligataires et EMTN au cours de l'exercice 2006 provient principalement :

- de l'amortissement à hauteur de 808 millions d'euros de l'emprunt obligataire d'un montant nominal de 800 millions d'euros émis en 1999,
- de l'émission d'un emprunt obligataire, en novembre 2006, d'un montant nominal de 150 millions, d'une durée de 5 ans ; émis à 101,29 % du nominal et remboursable au pair, cet emprunt comporte un coupon fixe de 4,25 % payable annuellement.

17.5 Analyse de la dette financière brute par échéance

(en millions d'euros)	2006
Échéance 2007	2 660
2008	1 144
2009	306
2010	777
2011	1 256
Au-delà	706
Total	6 849

Christian Dior SA a procédé, le 21 novembre 2005, à la restructuration d'un crédit syndiqué de 500 millions d'euros. L'échéance, initialement fixée au 15 novembre 2009, a été prorogée au 21 novembre 2010. Christian Dior SA a exercé son option de prorogation (à hauteur de 490 millions) jusqu'au 21 novembre 2011.

17.6 Analyse de la dette financière brute par devise après effets des instruments dérivés

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Euro	4 557	5 378	5 885
Dollar US	554	476	380
Franc suisse	814	881	881
Yen	358	512	588
Autres devises	483	421	221
Total	6 766	7 668	7 955

La dette en devises a le plus souvent pour objet de couvrir les actifs nets en devises de sociétés acquises hors zone Euro.

17.7 Analyse de la dette financière brute par nature de taux après effets des instruments dérivés

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Taux variable	2 601	1 514	1 847
Taux variable plafonné	1 475	2 606	3 178
Taux fixe	2 690	3 548	2 930
Total	6 766	7 668	7 955

17.8 Sensibilité

Compte tenu de la structure de la dette par devise au 31 décembre 2006, une hausse instantanée de 1 % sur les courbes de taux des devises d'endettement du Groupe aurait pour effet une variation de – 29 millions d'euros du résultat financier de l'exercice.

Une baisse instantanée de 1 % de ces mêmes courbes aurait pour effet une hausse de 70 millions d'euros de la valeur de marché de la dette financière brute après effets des instruments dérivés.

17.9 Risque de liquidité

Outre des risques de liquidité locaux en règle générale peu significatifs, l'exposition du Groupe au risque de liquidité peut être appréciée au moyen du montant de sa dette financière nette à court terme avant impact des instruments dérivés soit 0,7 milliard d'euros, ou de l'en-cours de son programme de billets de trésorerie, soit 0,5 milliard d'euros.

Au regard du non renouvellement éventuel de ces concours, le Groupe dispose de lignes de crédit confirmées non tirées d'un montant de 4,3 milliards d'euros.

La liquidité du Groupe repose ainsi sur l'ampleur de ses placements, sur l'importance de ses financements à long terme, sur la diversité de sa base d'investisseurs (titres à court terme et obligations), ainsi que sur la qualité de ses relations bancaires, matérialisée ou non par des lignes de crédit confirmées.

17.10 Covenants

Le Groupe Christian Dior, ainsi que le veut l'usage en matière de crédit syndiqué, a souscrit à des engagements de détention de pourcentage d'intérêt et de droit de vote de certaines de ses filiales, et au respect d'un ratio financier usuel en la matière.

Le Groupe s'est engagé par le passé, dans certaines lignes de crédit à long terme, à respecter un ratio de couverture de la dette financière nette par les flux financiers de l'année.

Le niveau actuel de ce ratio est très éloigné du seuil critique, de telle sorte que le Groupe dispose d'une flexibilité financière élevée au regard de ces engagements.

17.11 Lignes de crédit confirmées non tirées

Au 31 décembre 2006, l'en-cours total de lignes de crédit confirmées non tirées s'élève à 4,3 milliards d'euros.

17.12 Garanties et sûretés réelles

Au 31 décembre 2006, le montant de la dette financière couverte par des sûretés réelles est inférieur à 100 millions d'euros.

NOTE 18 - PROVISIONS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	263	267	261
Provisions pour risques et charges	690	631	581
Provisions pour réorganisation	38	54	44
Part à long terme	991	952	886
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	4	5	4
Provisions pour risques et charges	149	159	194
Provisions pour réorganisation	110	148	67
Part à court terme	263	312	265
Total	1 254	1 264	1 151

Au cours de l'exercice 2006, les soldes des provisions ont évolué de la façon suivante :

(en millions d'euros)	31 décembre 2005	Dotations	Utilisations	Reprises	Variations de périmètre	Autres (dont écarts de conversion)	31 décembre 2006
Provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés	272	42	(34)	–	–	(13)	267
Provisions pour risques et charges	790	206	(136)	(25)	–	4	835
Provisions pour réorganisation	202	31	(71)	(3)	–	(11)	148
Total	1 264	279	(241)	(28)	–	(20)	1 294
dont : résultat opérationnel courant		141	(89)	(23)			29
dont : résultat financier		–	–	–			–
dont : autres		138	(152)	(5)			148

Les provisions pour retraites, frais médicaux et engagements assimilés sont analysées en Note 28.

Les provisions pour risques et charges correspondent à l'estimation des effets patrimoniaux des risques, litiges, situations contentieuses réalisés ou probables, qui résultent des activités du Groupe : ces activités sont en effet menées dans le contexte d'un cadre réglementaire international souvent imprécis, évoluant selon les pays et dans le temps, et s'appliquant à des domaines aussi variés que la composition des produits ou le calcul de l'impôt.

Voir également Note 24 Autres produits et charges opérationnels sur la fermeture temporaire du grand magasin parisien la Samaritaine, pour les provisions pour réorganisation.

NOTE 19 - AUTRES PASSIFS NON COURANTS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Engagements d'achat de titres de minoritaires	3 490	3 151	3 013
Valeur de marché des instruments dérivés	18	28	34
Participation du personnel aux résultats ⁽¹⁾	100	63	55
Autres dettes	150	128	144
Total	3 758	3 370	3 246

(1) Sociétés françaises uniquement, en application des dispositions légales.

Aux 31 décembre 2004, 2005 et 2006, les engagements d'achat de titres de minoritaires sont constitués, à titre principal, de l'engagement de LVMH vis-à-vis de Diageo plc pour la reprise de sa participation de 34 % dans Moët Hennessy SNC, avec un préavis de six mois, pour un montant égal à 80 % de sa valeur de marché à cette date.

Dans le calcul de l'engagement, cette valeur de marché a été déterminée par référence à des multiples boursiers de sociétés comparables, appliqués aux données opérationnelles de Moët Hennessy.

Les engagements d'achat de titres de minoritaires incluent en outre les engagements relatifs aux minoritaires de Fendi (6 %) et BeneFit (20 %), calculés selon différentes formules pouvant comporter un minimum.

NOTE 20 - AUTRES PASSIFS COURANTS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Valeur de marché des instruments dérivés	44	132	188
Personnel et organismes sociaux	517	508	468
Participation du personnel aux résultats	29	44	13
Etat et collectivités locales : impôts et taxes, hors impôt sur les résultats	245	217	210
Clients : avances et acomptes versés	71	107	95
Différé de règlement d'immobilisations corporelles ou financières	170	192	200
Produits constatés d'avance	47	46	59
Autres dettes	379	397	373
Total	1 502	1 643	1 606

Les instruments dérivés sont analysés en Note 21.

NOTE 21 - INSTRUMENTS DERIVES

Les instruments financiers utilisés par le Groupe ont pour objet la couverture des risques liés à son activité et à son patrimoine. La gestion de ces instruments, négociés le plus souvent sur des marchés organisés ou assimilés, s'effectue principalement de façon centralisée. Les contreparties sont sélectionnées en fonction de leur notation internationale, dans un souci de diversification.

21.1 Synthèse des instruments dérivés

Les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan dans les rubriques et pour les montants suivants:

(en millions d'euros)	Notes	2006	2005	2004
Risque de taux d'intérêt				
Actifs : non courants		40	96	154
courants		89	121	180
Passifs : non courants		(16)	(17)	(34)
courants		(30)	(49)	(179)
	21.2	83	151	121
Risque de change				
Actifs : non courants		4	36	62
courants		163	30	216
Passifs : non courants		(2)	(11)	–
courants		(14)	(83)	(9)
	21.3	151	(28)	269
En-cours total				
Actifs : non courants		44	132	216
courants	11	252	151	396
Passifs : non courants	19	(18)	(28)	(34)
courants	20	(44)	(132)	(188)
		234	123	390

21.2 Instruments dérivés liés à la gestion du risque de taux d'intérêt

Le Groupe gère le risque de taux lié à la dette financière nette globale. L'objectif de la politique de gestion menée est de prémunir le résultat contre une hausse rapide et sensible des taux d'intérêt.

Dans ce cadre, le Groupe utilise des instruments dérivés de taux de nature ferme (swaps) ou conditionnelle (caps et floors).

Les instruments dérivés liés à la gestion du risque de taux en vie au 31 décembre 2006 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Echéance ⁽¹⁾		Valeur de marché ⁽²⁾			
	2007	2008 à 2011	Total	Couverture de juste valeur	Non affectés	Total
Swaps de taux en euros						
– payeur fixe	475	1 320	1 795	16	10	26
– payeur variable	698	2 463	3 161	54	(10)	44
– variable / variable	350	1 200	1 550		3	3
Autres opérations en euros						
– caps achetés	1 400	–	1 400	–	6	6
– tunnels	75	–	75	–	–	–
Swaps de devises	–	39	39	–	4	4
Total				70	13	83

(1) Montants nominaux

(2) Gain / (Perte)

21.3 Instruments dérivés liés à la gestion du risque de change

Une part importante des ventes faites par les sociétés du Groupe, à leurs clients ou à leurs propres filiales de distribution, ainsi que certains de leurs achats, sont effectués en devises ; l'ensemble de ces flux en devises est constitué principalement de flux intra-Groupe.

Les instruments de couverture utilisés ont pour objet de réduire les risques de change issus des variations de parité de ces devises par rapport à la monnaie fonctionnelle de ces sociétés, et sont affectés, soit aux créances ou dettes commerciales de l'exercice, soit, sous certaines conditions, aux transactions prévisionnelles des exercices suivants.

Les flux futurs de devises font l'objet de prévisions détaillées dans le cadre du processus budgétaire, et sont couverts progressivement, dans la limite d'un horizon qui n'excède un an que dans les cas où les probabilités de réalisation le justifient. Dans ce cadre, et selon les évolutions de marché, les risques de change identifiés sont couverts progressivement par des contrats à terme ou des instruments de nature optionnelle.

Le Groupe peut couvrir les situations nettes de ses filiales situées à l'étranger, par des instruments appropriés ayant pour objet de limiter l'effet sur ses capitaux propres consolidés des variations de parité des devises concernées contre l'euro.

Les instruments dérivés liés à la gestion du risque de change en vie au 31 décembre 2006 sont les suivants :

(en millions d'euros)	Exercice d'affectation ⁽¹⁾			Couverture de flux de trésorerie futurs	Valeur de marché ⁽²⁾			Total
	2006	2007 et au-delà	Total		Couverture de juste valeur	Couverture d'actifs nets en devises	Non affectés	
Options achetées								
Put USD	45	1 293	1 338	78	–	–	4	82
Put JPY	76	90	166	8	–	–	5	13
Autres		5	5					
	121	1 388	1 509	86	–	–	9	95
Tunnels								
Vendeur USD	–	12	12	–	–	–	–	–
Vendeur JPY	–	225	225	13	–	–	–	13
Autres	9	–	9	–	–	–	1	1
	9	237	246	13	–	–	1	14
Contrats à terme ⁽³⁾								
USD	154	66	220	(1)	2	–	4	5
JPY	169	74	243	14	11	1	5	31
GBP	91	56	147	–	–	–	–	–
Autres	57	(5)	52	1	–	–	–	1
	471	191	662	14	13	1	9	37
Swaps cambistes ⁽³⁾								
CHF	784	–	784	–	–	–	11	11
USD	361	(84)	277	–	–	–	(2)	(2)
GBP	(26)	–	(26)	–	–	–	(1)	(1)
JPY	(190)	–	(190)	–	–	2	(5)	(3)
Autres	76	–	76	–	–	–	–	–
	1 005	(84)	921	–	–	2	3	5
Total				113	13	3	22	151

(1) Montants nominaux

(2) Gain / (Perte)

(3) Vente / (Achat)

21.4 Instruments financiers liés à la gestion du risque actions

La politique de prise de participations du Groupe s'inscrivant dans la durée, le portefeuille d'investissements et de placements financiers ne fait pas l'objet de couverture relative au risque actions.

NOTE 22 - INFORMATION SECTORIELLE

22.1 Informations par groupe d'activités

De Beers-LV ayant été reclassé en 2006 du groupe « Autres et Holdings » au groupe « Montres et Joaillerie », les données 2004 et 2005 ont été retraitées afin de les rendre comparables à celles de 2006.

Exercice 2006

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective ⁽⁶⁾	Autres et Holdings	Eliminations ⁽¹⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	2006
Ventes hors Groupe	720	2 989	5 190	2 379	724	3 879	135	–	16 016
Ventes entre groupes d'activités	11	5	32	140	13	12	16	(229)	–
Total des ventes	731	2 994	5 222	2 519	737	3 891	151	(229)	16 016
Résultat opérationnel courant	56	962	1 633	222	80	400	(137)	(7)	3 209
Autres produits et charges opérationnels	–	(12)	(44)	(30)	(9)	(27)	(5)	–	(127)
Investissements opérationnels ⁽²⁾	55	107	308	99	25	186	50	–	830
Charges d'amortissement	38	61	208	98	21	117	16	–	559
Charges de dépréciation	–	–	5	–	–	7	10	–	22
Marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition ⁽³⁾	42	4 956	5 048	1 639	1 009	2 643	411	–	15 748
Stocks	142	2 730	603	244	235	558	50	(38)	4 524
Autres actifs opérationnels	580	2 220	1 752	648	229	1 575	1 180	4 329	12 513
Total actif	764	9 906	7 403	2 531	1 473	4 776	1 641	4 291	32 785
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	12 974	12 974
Passifs opérationnels	163	1 025	935	736	156	1 010	272	15 514	19 811
Total passif et capitaux propres	163	1 025	935	736	156	1 010	272	28 488	32 785

Christian Dior

Exercice 2005

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joallerie	Distribution sélective ⁽⁶⁾	Autres et Holdings	Eliminations ^{(1) (4) (5)}	2005
Ventes hors Groupe	663	2 639	4 781	2 161	575	3 637	100	–	14 556
Ventes entre groupes d'activités		5	31	124	10	11	23	(204)	–
Total des ventes	663	2 644	4 812	2 285	585	3 648	123	(204)	14 556
Résultat opérationnel courant	53	869	1 467	173	21	347	(142)	3	2 791
Autres produits et charges opérationnels	–	(3)	(25)	(10)	–	(183)	(5)	–	(226)
Investissements opérationnels ⁽²⁾	48	100	302	115	26	135	36	–	762
Charges d'amortissement	36	59	187	91	19	112	29	–	533
Charges de dépréciation	–	–	–	–	–	72	11	–	83
Marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition ⁽³⁾	25	4 847	5 101	1 657	1 041	2 861	455	–	15 987
Stocks	136	2 479	661	227	219	534	64	(50)	4 270
Autres actifs opérationnels	440	1 933	1 672	669	220	1 542	848	4 378	11 702
Total actif	601	9 259	7 434	2 553	1 480	4 937	1 367	4 328	31 959
Capitaux propres		–	–	–	–	–	–	11 868	11 868
Passifs opérationnels	130	932	960	666	145	1 043	203	16 012	20 091
Total passif et capitaux propres	130	932	960	666	145	1 043	203	27 880	31 959

Exercice 2004

(en millions d'euros)	Christian Dior Couture	Vins et Spiritueux	Mode et Maroquinerie	Parfums et Cosmétiques	Montres et Joaillerie	Distribution sélective ⁽⁶⁾	Autres et Holdings	Eliminations ⁽¹⁾⁽⁴⁾⁽⁵⁾	2004
Ventes hors Groupe	595	2 255	4 339	2 017	490	3 266	98	–	13 060
Ventes entre groupes d'activités	–	4	27	111	10	10	21	(183)	–
Total des ventes	595	2 259	4 366	2 128	500	3 276	119	(183)	13 060
Résultat opérationnel courant	51	813	1 309	150	(10)	238	(146)	8	2 413
Autres produits et charges opérationnels	–	(19)	(51)	(36)	(34)	(37)	(26)	–	(203)
Investissements opérationnels ⁽²⁾	69	69	253	86	20	181	63	–	741
Charges d'amortissement	31	48	173	89	18	109	27	–	495
Charges de dépréciation	–	3	12	20	24	25	17	–	101
Marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition ⁽³⁾	25	4 083	4 993	1 643	1 049	2 618	474	–	14 885
Stocks	125	2 141	555	230	180	477	58	(43)	3 723
Autres actifs opérationnels	407	1 687	1 633	622	203	1 440	970	3 795	10 757
Total actif	557	7 911	7 181	2 495	1 432	4 535	1 502	3 752	29 365
Capitaux propres	–	–	–	–	–	–	–	10 065	10 065
Passifs opérationnels	137	767	894	606	112	882	706	15 196	19 300
Total passif et capitaux propres	137	767	894	606	112	882	706	25 261	29 365

(1) Les éliminations correspondent aux ventes entre groupes d'activités ; il s'agit le plus souvent de ventes des groupes d'activités hors Distribution sélective à ce dernier. Les prix de cession entre les différents groupes d'activités correspondent aux prix normalement utilisés pour des ventes de gros ou à des détaillants hors Groupe.

(2) Les investissements opérationnels sont constitués des montants comptabilisés en immobilisations au cours de l'exercice, non des décaissements effectués au cours de l'exercice au titre de ces investissements.

(3) Les marques, enseignes, licences et écarts d'acquisition sont constitués des montants nets figurant en Notes 3 et 4.

(4) Les actifs non affectés incluent les participations mises en équivalence, les investissements et placements financiers, les autres actifs à caractère financier et les créances d'impôts sur les sociétés.

(5) Les passifs non affectés incluent les dettes financières et la dette d'impôts courant et différé.

(6) Dont ventes de la Samaritaine : 14, 51 et 101 millions d'euros respectivement aux 31 décembre 2006, 2005 et 2004

22.2 Informations par zone géographique

La répartition des ventes par zone géographique de destination est la suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
France	2 295	2 282	2 108
Europe (hors France)	3 531	2 954	2 678
Etats-Unis	4 141	3 805	3 438
Japon	2 086	2 111	1 928
Asie (hors Japon)	2 798	2 412	2 038
Autres pays	1 165	992	870
Ventes	16 016	14 556	13 060

La répartition des investissements opérationnels par zone géographique est la suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
France	327	323	257
Europe (hors France)	128	135	96
Etats-Unis	142	138	108
Japon	92	29	112
Asie (hors Japon)	87	81	40
Autres pays	54	56	128
Investissements opérationnels	830	762	741

Les investissements opérationnels sont constitués des montants comptabilisés en immobilisations au cours de l'exercice, non des décaissements effectués pendant cette période au titre des investissements.

NOTE 23 – VENTES ET CHARGES PAR NATURE

23.1 Analyse des ventes

Les ventes sont constituées des éléments suivants :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Ventes réalisées par les marques et enseignes	15 657	14 339	12 900
Royalties et revenus de licences	132	126	123
Revenus des immeubles locatifs	34	33	23
Autres	193	58	14
Total	16 016	14 556	13 060

23.2 Charges par nature

Le résultat opérationnel courant inclut notamment les charges suivantes :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Frais de publicité et de promotion	1 850	1 463	1 332
Loyers commerciaux	1 026	946	880
Charges de personnel	2 570	2 574	2 361

Les frais de publicité et de promotion sont principalement constitués des coûts des campagnes media et des frais de publicité sur les lieux de vente ; ils intègrent également les frais de personnel dédiés à cette fonction.

Au 31 décembre 2006, le nombre de magasins exploités par le Groupe dans le monde, en particulier par les groupes Mode et Maroquinerie et Distribution sélective, est de 2 074 (1 917 en 2005 et 1 877 en 2004).

Dans certains pays, les locations de magasins comprennent un montant minimum et une part variable, en particulier lorsque le bail contient une clause d'indexation du loyer sur les ventes. La charge de location des magasins s'analyse de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Loyers fixes ou minima	424	342	324
Part variable des loyers indexés	173	185	178
Concessions aéroportuaires – part fixe ou minima	232	248	220
Part variable des concessions aéroportuaires	197	171	158
Loyers commerciaux	1 026	946	880

- Les charges de personnel sont constituées des éléments suivants :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Salaires et charges sociales	2 463	2 508	2 231
Retraites, frais médicaux et autres avantages assimilés au titre des régimes à prestations définies	63	29	74
Charges liées aux plans d'options et assimilés	44	37	56
Total	2 570	2 574	2 361

NOTE 24 - AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Amortissement des marques et enseignes	(6)	(7)	(9)
Dépréciation des marques, enseignes et écarts d'acquisition	(15)	(49)	(54)
Dépréciation d'actifs corporels	(7)	(34)	(47)
Résultat de cessions	-	-	(14)
Réorganisations	(63)	(132)	(27)
Effets de la transition aux normes IFRS sur le résultat de change	-	(3)	(36)
Autres	(36)	(1)	(16)
Autres produits et charges opérationnels	(127)	(226)	(203)

En 2006, les réorganisations, de nature commerciale ou industrielle, concernent principalement les groupes d'activité Mode et Maroquinerie et Parfums et Cosmétiques.

Les autres produits et charges opérationnels incluaient en 2005 des charges exceptionnelles de 179 millions d'euros liées à la nécessité de fermer au public le grand magasin parisien de la Samaritaine pour la réalisation d'importants travaux de mise en sécurité et conformité.

En 2004, ils étaient constitués de dépréciations de marques non stratégiques et de faible valeur unitaire ; de la dépréciation d'ensembles immobiliers à la rentabilité insuffisante ; de résultats de cessions, en particulier Christian Lacroix, ainsi que des coûts de réorganisations concernant principalement la fermeture de marchés ou l'arrêt d'activités secondaires et non profitables.

NOTE 25 - RESULTAT FINANCIER

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Coût de la dette financière brute, hors TDI	(254)	(245)	(262)
Produits de la trésorerie et des placements financiers	26	15	26
Effets des évaluations en valeur de marché de la dette financière et instruments de couverture, hors TDI	-	1	(13)
Impact des TDI	(2)	(5)	(16)
Coût de la dette financière nette	(230)	(234)	(265)
Dividendes reçus au titre des investissements financiers	26	49	16
Part inefficace des couvertures de change	(45)	(105)	(10)
Résultat de cession d'investissements et placements financiers	163	128	-
Autres, nets	(21)	(29)	(5)
Autres produits et charges financiers	123	43	1
Résultat financier	(107)	(191)	(264)

Les cessions d'investissements et placements financiers réalisées au cours de l'exercice 2006 ont dégagé des plus-values de 164 millions d'euros. Ces dernières proviennent notamment de la cession d'actions Bouygues et de diverses participations détenues par le FCPR L Capital.

En 2005, les résultats de cession d'investissements et placements financiers étaient constitués, à hauteur de 99 millions d'euros, de plus-values de cession de titres Bouygues.

NOTE 26 - IMPOTS SUR LES RESULTATS

26.1 Analyse de la charge d'impôt

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Impôts courants de la période	(990)	(599)	(530)
Impôts courants relatif aux périodes antérieures	4	10	42
Impôts courants	(986)	(589)	(488)
Variation des impôts différés	136	(135)	(67)
Effet des changements de taux d'impôt sur les impôts différés	–	(4)	67
Impôts différés	136	(139)	–
Charge totale d'impôts	(850)	(728)	(488)
Impôts sur éléments comptabilisés en capitaux propres	(80)	23	(42)

Le taux d'imposition effectif s'établit comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Résultat avant impôts	2 975	2 374	1 946
Charge totale d'impôts	(850)	(728)	(488)
Taux d'imposition effectif	28,6%	30,7%	25,1%

26.2 Sources d'impôts différés

Au compte de résultat :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Réévaluation des marques à valeur de marché	(45)	(19)	73
Réévaluation des terres à vignes à valeur de marché	–	1	1
Autres écarts de réévaluation	(3)	–	11
Gains et pertes sur les investissements et placements financiers	(3)	(86)	(23)
Gains et pertes au titre des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(8)	8	10
Provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	22	(2)	1
Marge intra-Groupe comprise dans les stocks	26	15	24
Autres retraitements de consolidation ⁽¹⁾	105	(51)	(51)
Reports déficitaires	42	(5)	(46)
Total	136	(139)	–

(1) Principalement provisions réglementées, amortissements dérogatoires et location financement.

En capitaux propres :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Réévaluation des terres à vignes à valeur de marché	(36)	(13)	(16)
Gains et pertes sur les investissements et placements financiers	(2)	(26)	(35)
Gains et pertes au titre des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(42)	62	9
Total	(80)	23	(42)

Au bilan :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Réévaluation des marques à valeur de marché	(3 115)	(3 201)	(3 004)
Réévaluation des terres à vignes à valeur de marché	(412)	(350)	(248)
Autres écarts de réévaluation	(316)	(315)	(314)

Au bilan :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Gains et pertes sur les investissements et placements financiers	(36)	(27)	76
Gains et pertes au titre des couvertures de flux de trésorerie futurs en devises	(25)	23	(52)
Provisions pour risques et charges ⁽¹⁾	94	45	38
Marge intra-Groupe comprise dans les stocks	212	174	161
Autres retraitements de consolidation ⁽¹⁾	89	(6)	68
Reports déficitaires	174	172	164
Total	(3 335)	(3 485)	(3 111)

(1) Principalement, provisions réglementées, amortissements dérogatoires et location financement.

Les impôts différés nets au bilan s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Impôts différés actifs	451	361	278
Impôts différés passifs	(3 786)	(3 846)	(3 389)
Impôts différés nets au bilan	(3 335)	(3 485)	(3 111)

26.3 Analyse de l'écart entre le taux d'imposition effectif et le taux d'imposition théorique

Le rapprochement entre le taux d'imposition théorique, qui est le taux légal applicable aux sociétés françaises, et le taux d'imposition effectif constaté dans les états financiers consolidés, s'établit de la façon suivante :

(en pourcentage du résultat avant impôt)	2006	2005	2004
Taux d'imposition en France	34,4	34,9	35,4
– Changements de taux d'impôt	0,1	0,2	(3,4)
– Différences entre les taux d'imposition étrangers et français	(3,1)	(2,7)	(3,7)
– Résultats et reports déficitaires	(5,1)	(3,0)	(6,3)
– Différences entre les résultats consolidés et imposables, et résultats imposables à un taux réduit	1,9	0,5	2,6
– Retenues à la source	0,4	0,8	0,5
Taux d'imposition effectif du Groupe	28,6	30,7	25,1

Depuis 2000, les sociétés françaises sont soumises à un supplément d'impôt dont le taux était de 6,3 % pour l'exercice 2004 ; ce supplément a été réduit à 4,8 % pour 2005 et 3,3 % pour 2006 portant ainsi le taux d'imposition théorique à 34,4 % en 2006, 34,9 % en 2005 et 35,4 % en 2004.

Le taux d'impôt effectif de l'exercice 2006 tient compte des éléments à caractère non récurrent suivants :

- effets des reports déficitaires utilisés ou portés à l'actif du bilan au cours de l'exercice : incidence de (3,3) % ;
- plus-values de cession d'investissements financiers taxables à taux réduit ou nul : incidence de (1,4) %.

26.4 Reports déficitaires

Au 31 décembre 2006, au niveau de la société LVMH SA l'effet d'impôt des reports déficitaires et crédits d'impôts non encore utilisés et n'ayant pas donné lieu à comptabilisation d'impôts différés actifs, s'élève à 529 millions d'euros (763 millions d'euros en 2005 et 844 millions d'euros en 2004).

Au 31 décembre 2006, au niveau de la société Christian Dior SA, les reports déficitaires ordinaires s'élèvent à 83 millions d'euros (87 millions d'euros en 2005 et 107 millions d'euros en 2004). Leur récupération étant considérée comme probable, ils ont donné lieu à la comptabilisation d'un impôt différé actif dont le solde s'élève à 28 millions d'euros (29 millions d'euros en 2005 et 37 millions d'euros en 2004).

26.5 Consolidations fiscales

- Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du Groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôts d'ensemble, dont seule la société mère intégrante reste redevable.
L'adoption de ce régime a généré pour le Groupe une économie d'impôts de 63 millions d'euros en 2006 dont 46 millions d'euros pour LVMH et 17 millions d'euros chez Christian Dior SA (150 millions d'euros en 2005 et 290 millions d'euros en 2004 pour le Groupe).
- Les autres régimes de consolidation fiscale en vigueur dans certains pays étrangers, notamment les Etats-Unis et l'Italie, ont généré une économie d'impôt de 113 millions d'euros en 2006 (74 millions d'euros en 2005 et 40 millions d'euros en 2004).

NOTE 27 - RESULTATS PAR ACTION

	2006	2005	2004
Résultat net, part du Groupe (en millions d'euros)	797	618	549
Nombre moyen d'actions en circulation sur l'exercice	181 727 048	181 727 048	181 727 048
Nombre moyen d'actions Christian Dior auto-détenues sur l'exercice	(4 204 606)	(4 071 058)	(3 952 628)
Nombre moyen d'actions pris en compte pour le calcul avant dilution	177 522 442	177 655 990	177 774 420
Résultat net, part du Groupe, par action (en euros)	4,49	3,48	3,09
Nombre moyen d'actions en circulation pris en compte ci-dessus	177 522 442	177 655 990	177 774 420
Effet de dilution des plans d'options	1 719 672	1 346 973	962 733
Nombre moyen d'actions en circulation après effets de dilution	179 242 114	179 002 963	178 737 153
Résultat net, part du Groupe, par action après dilution (en euros)	4,45	3,45	3,07

NOTE 28 - ENGAGEMENTS DE RETRAITES, FRAIS MEDICAUX ET AVANTAGES ASSIMILES

28.1 Charge de l'exercice

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Coût des services rendus	48	40	38
Effet de l'actualisation	22	20	21
Rendement attendu des actifs financiers dédiés	(14)	(13)	(9)
Amortissement des écarts actuariels	1	-	
Coût des services passés	2	2	
Modifications des régimes	4	(20)	24
Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies	63	29	74
Rendement / (coût) effectif des actifs des régimes financiers dédiés	25	22	14

28.2 Engagement net comptabilisé

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Droits couverts par des actifs financiers	510	470	398
Droits non couverts par des actifs financiers	135	140	159
Valeur actualisée des droits	645	610	557
Valeur de marché des actifs financiers	(385)	(343)	(287)
Ecarts actuariels non comptabilisés au bilan	10	8	6
Coût des services passés non encore comptabilisés	(10)	(12)	(14)
Éléments non reconnus	–	(4)	(8)
Engagement net comptabilisé	260	263	262
Dont :			
Provisions à long terme	264	267	261
Provisions à court terme	4	5	3
Immobilisations financières	(8)	(9)	(2)
Total	260	263	262

28.3 Analyse de la variation de l'engagement

(en millions d'euros)	Valeur actualisée des droits	Valeur de marché des actifs financiers	Éléments non reconnus	Engagements nets comptabilisés
Au 31 décembre 2005	610	(343)	(4)	263
Charge de l'exercice	71	(14)	7	64
Prestations aux bénéficiaires	(30)	17	–	(13)
Augmentation des actifs financiers dédiés	–	(42)	–	(42)
Effet des variations de taux de change	(20)	11	(3)	(12)
Modifications des régimes	8	(3)	(5)	–
Ecarts actuariels : effets d'expérience	9	(11)	2	–
Ecarts actuariels : changements d'hypothèses	(3)	–	3	–
Au 31 décembre 2006	645	(385)	–	260

Les hypothèses actuarielles retenues dans les calculs d'estimation des engagements au 31 décembre 2006, dans les principaux pays de localisation de ces derniers, sont les suivantes :

(en %)	2006			2005			2004		
	France	Japon	Etats-Unis	France	Japon	Etats-Unis	France	Japon	Etats-Unis
Taux d'actualisation	4,50	2	5,75	4	2	5,75	4,75	2	5,75
Taux de rendement attendu des placements	4,50	4	8	4	4	8	4,75	4	8
Taux d'augmentation future des salaires	2 à 4	2 à 4	2 à 4,5	2 à 4,5	2 à 4,5	2 à 4,5	2 à 4	2 à 4	2 à 4

En outre, pour toutes les périodes présentées, le taux d'augmentation des frais médicaux retenu aux Etats-Unis est décroissant de 9 % à 5 % sur les cinq premières années, puis de 5 % ultérieurement.

Les incidences d'une augmentation ou d'une diminution de 1 % du taux d'actualisation sur le coût des services rendus et l'effet d'actualisation pour 2006 ainsi que sur la valeur actualisée des droits au 31 décembre 2006 sont les suivantes :

(en millions d'euros)	-1 %	Hypothèses retenues	+1 %
Incidence sur le coût des services rendus et effet d'actualisation	75	71	68
Incidence sur la valeur actualisée des droits	680	645	568

28.4 Analyse des droits

L'analyse de la valeur actualisée des droits par type de régime est la suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Indemnités de départ en retraite et assimilées	89	88	78
Frais médicaux des retraités	49	53	57
Médailles du travail	11	12	10
Retraites complémentaires	467	430	362
Préretraites	13	17	41
Autres	16	10	9
Valeur actualisée des droits	645	610	557

La répartition géographique de la valeur actualisée des droits est la suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
France	281	264	284
Europe (hors France)	191	169	108
Amérique	112	115	98
Japon	52	54	60
Asie Pacifique	9	8	7
Valeur actualisée des droits	645	610	557

Les principaux régimes constitutifs de l'engagement au 31 décembre 2006 sont les suivants :

- en France : il s'agit principalement des médailles du travail et indemnités de fin de carrière, dont le versement est prévu par la loi et les conventions collectives, respectivement après une certaine ancienneté ou lors du départ en retraite ; il s'agit en outre de l'engagement vis-à-vis des membres du comité exécutif, qui bénéficient, après une certaine ancienneté dans leurs fonctions, d'un régime de retraite complémentaire dont le montant est fonction de leur dernière rémunération.
- en Europe (hors France), les engagements concernent les régimes de remboursement de frais médicaux des retraités, mis en place au Royaume-Uni par certaines sociétés du Groupe ainsi que le TFR (Trattamento di Fine Rapporto) en Italie, dont le versement est prévu par la loi au moment du départ de l'entreprise, quel qu'en soit le motif ;
- aux Etats-Unis, l'engagement provient des régimes de retraite à prestations définies ou de remboursement des frais médicaux aux retraités, mis en place par certaines sociétés du Groupe.

28.5 Analyse des actifs financiers dédiés

La répartition des valeurs de marché des supports dans lesquels les fonds versés aux plans sont investis est la suivante :

(en pourcentage)	2006	2005	2004
Actions	48	46	37
Obligations :			
– émetteurs privés	32	25	29
– émetteurs publics	15	22	24
Immobilier, trésorerie et autres actifs	5	7	10
Valeur de marché des actifs financiers dédiés	100	100	100

Les montants ci-dessus ne comportent pas de biens immobiliers exploités par le Groupe ou d'actions LVMH.

NOTE 29 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

29.1 Engagements d'achat

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Raisins, vins et eaux de vie	1 547	997	775
Immobilisations industrielles ou commerciales	151	58	77
Titres de participation et investissements financiers	84	59	76

Dans l'activité Vins et Spiritueux, une partie des approvisionnements futurs en raisins, vins clairs et eaux de vie résulte d'engagements d'achats auprès de producteurs locaux diversifiés. Ces engagements sont évalués, selon la nature des approvisionnements, sur la base des termes contractuels, ou sur la base des prix connus à la date de la clôture et de rendements de production estimés. Leur augmentation en 2006 résulte de la signature de contrats d'approvisionnement de longue durée.

Au 31 décembre 2006, l'échéance de ces engagements se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	à moins d'un an	de un à cinq ans	au-delà de cinq ans	Total
Raisins, vins et eaux de vie	461	700	386	1 547
Immobilisations industrielles ou commerciales	97	54	–	151
Titres de participation et investissements financiers	53	31	–	84

29.2 Engagements de location

Outre la location de ses magasins, le Groupe finance également une partie de son équipement par des locations simples de longue durée. Par ailleurs, certains actifs immobilisés ou équipements industriels ont été acquis ou refinancés par des contrats de location financement.

- Locations simples et redevances de concessions

Au 31 décembre 2006, les engagements futurs minima non résiliables résultant des contrats de location simple et de redevances de concession, s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
A moins d'un an	643	583	570
De un à cinq ans	1 460	1 606	1 474
Au-delà de cinq ans	833	895	932
Engagements donnés au titre de locations simples et redevances de concessions	2 936	3 084	2 976
A moins d'un an	20	18	20
De un à cinq ans	46	44	47
Au-delà de cinq ans	2	8	15
Engagements reçus au titre de sous-locations	68	70	82

- **Locations financement**

Au 31 décembre 2006, les engagements non résiliables résultant des contrats de location financement s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	2006		2005		2004	
	Paiements minima futurs	Valeur actuelle des paiements	Paiements minima futurs	Valeur actuelle des paiements	Paiements minima futurs	Valeur actuelle des paiements
A moins d'un an		27	32	29	16	14
De un à cinq ans		50	85	67	78	65
Au-delà de cinq ans		76	464	81	424	78
Total des paiements minima futurs			581		518	
Part représentative d'intérêts financiers	((404)		(361)	
Valeur actuelle des paiements minima futurs		153	177	177	157	157

29.3 Passifs éventuels et litiges en cours

Dans le cadre de la gestion de ses activités courantes, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures concernant le droit des marques, la protection des droits de la propriété intellectuelle, la mise en place de systèmes de distribution sélective, les contrats de licence, les relations avec ses salariés, le contrôle des déclarations fiscales, et toutes autres matières inhérentes à ses activités. Le Groupe estime que les provisions constituées au titre de ces risques, litiges ou situations contentieuses connus ou en cours à la date de la clôture, sont d'un montant suffisant pour que la situation financière consolidée ne soit pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable.

29.4 Cautions, avals et autres garanties

Au 31 décembre 2006, ces engagements s'analysent de la façon suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Avals et cautions	56	37	29
Autres garanties	56	54	48
Garanties données	112	91	77
Garanties reçues	63	35	8

Au 31 décembre 2006, la répartition de ces engagements par échéance est la suivante :

(en millions d'euros)	à moins d'un an	de un à cinq ans	au-delà de cinq ans	Total
Avals et cautions	7	45	4	56
Autres garanties	21	31	4	56
Garanties données	28	76	8	112
Garanties reçues	43	19	1	63

29.5 Autres engagements

A la connaissance du Groupe, il n'existe pas d'engagements hors bilan significatifs autres que ceux décrits ci-dessus.

NOTE 30 - PARTIES LIEES

30.1 Relations du Groupe Christian Dior avec Groupe Arnault et le Groupe Financière Agache.

Le Groupe Christian Dior est consolidé dans les comptes de Financière Agache SA, contrôlée par la société Groupe Arnault SAS.

• Relations du Groupe Christian Dior avec Groupe Arnault

Groupe Arnault SAS fournit au Groupe Christian Dior des prestations d'assistance dans les domaines du développement, de l'ingénierie, du droit des affaires et de l'immobilier ; en outre, Groupe Arnault loue à LVMH des locaux à usage de bureaux.

Le Groupe Christian Dior loue à ces sociétés des locaux à usage de bureaux et leur fournit également diverses prestations administratives.

Les transactions entre le Groupe Christian Dior et Groupe Arnault peuvent être résumées comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
•Facturations de Groupe Arnault au Groupe Christian Dior	(9)	(9)	(10)
Solde fournisseurs au 31 décembre	(2)	(2)	(3)
•Facturations du Groupe Christian Dior à Groupe Arnault	2	2	2
Créances clients au 31 décembre	1	-	-

• Relations du Groupe Christian Dior avec le Groupe Financière Agache

Le Groupe Financière Agache, via sa filiale John Galliano SA, fournit à Christian Dior Couture des prestations en matière de direction artistique.

Par ailleurs, certaines sociétés du Groupe Christian Dior optimisent la gestion de leur trésorerie en adhérant au pool de trésorerie animé par Financière Agache. Celle-ci centralise ainsi, tout ou partie, de leur excédents temporaires de trésorerie ; couvre, tout ou partie, de leur besoins de fonds à court terme ; place les excédents nets ou couvre les besoins nets.

Les transactions entre le Groupe Christian Dior et le Groupe Financière Agache peuvent être résumées comme suit :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
• Facturations du Groupe Financière Agache au Groupe Christian Dior	(9)	(8)	8
Solde fournisseurs au 31 décembre	(2)	(3)	(5)
• Facturations d'intérêts financiers au Groupe Christian Dior	(4)	(4)	(3)
Solde des comptes courants au passif au 31 décembre	(46)	(108)	(92)
• Facturations du Groupe Christian Dior au Groupe Financière Agache	1	–	–
Créances clients au 31 décembre	1	–	–
• Facturations d'intérêts financiers au Groupe Financière Agache	1	–	–
Solde des comptes courants à l'actif au 31 décembre	–	–	–

30.2 Relations du Groupe Christian Dior avec Diageo

Moët Hennessy est la société holding des activités Vins et Spiritueux du Groupe LVMH, à l'exception de Château d'Yquem et de certains vignobles champenois. Le Groupe Diageo détient, depuis 1994, une participation de 34 % dans Moët Hennessy. A cette date, a été établie une convention entre Diageo et Moët Hennessy ayant pour objet la répartition des frais de holding entre Moët Hennessy et les autres holdings du Groupe LVMH.

Au titre de cette convention, Moët Hennessy a supporté 24 % des frais communs en 2006 (23 % en 2005, 24 % en 2004). Le total des charges administratives de Moët Hennessy, après prise en compte des effets de cette convention, s'élève à 27 millions d'euros en 2006 (25 millions d'euros en 2005, 15 millions d'euros en 2004), le total des charges administratives supportées par les activités de Vins et Spiritueux étant de 48 millions d'euros en 2006 (44 millions d'euros en 2005, 34 millions d'euros en 2004).

30.3 Organes de direction

La rémunération globale des membres du Conseil d'Administration, soit 10 personnes, au titre de leurs fonctions dans le Groupe, s'analyse de façon suivante :

(en millions d'euros)	2006	2005	2004
Rémunérations brutes et avantages en nature	7	10	11
Avantages post-emploi	1	1	1
Coût des plans d'options et assimilés	13	12	14
Total	21	23	26

L'engagement net comptabilisé au 31 décembre 2006 au titre des avantages post emploi est de 1 million d'euros (1 million d'euros au 31 décembre 2005, 5 millions d'euros au 31 décembre 2004).

NOTE 31 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la date d'arrêt des comptes, aucun évènement significatif n'est intervenu.

LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES EN 2006

SOCIETES	SIEGE SOCIAL	POURCENTAGE	
		Contrôle	Intérêt
Christian Dior SA	Paris, France	Société mère	
Financière J. Goujon	Paris, France	100 %	100 %
Sadifa	Paris, France	100 %	100 %
Lakenbleker	Amsterdam, Pays-Bas	100 %	100 %
CHRISTIAN DIOR COUTURE			
Christian Dior Couture S.A.	Paris, France	100 %	100 %
Christian Dior Fourrure M.C. S.A.M	Monaco	100 %	100 %
Christian Dior GmbH	Munich, Allemagne	100 %	100 %
Christian Dior Inc	New York, U.S.A.	100 %	100 %
Christian Dior UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	100 %	100 %
Christian Dior Suisse S.A.	Genève, Suisse	100 %	100 %
Les Jardins d'Avron S.A.S	Paris, France	100 %	100 %
Mardi SpA	Badia e Settimo, Italie	50 %	50 %
Ateliers AS	Pierre Bénite, France (2)	25 %	25 %
Christian Dior Far East Ltd	Hong Kong	100 %	100 %
Christian Dior Fashion Malaysia Sdn.Bhd.	Kuala-Lumpur, Malaisie	100 %	100 %
Christian Dior Hong Kong Ltd	Hong Kong	100 %	100 %
Christian Dior Taiwan Limited	Taïpei, Taiwan	90 %	90 %
Christian Dior Singapour PTE Ltd	Singapour	100 %	100 %
Christian Dior Saipan Ltd	Saipan, NMI	100 %	100 %
Christian Dior Australia PTY Ltd	Sydney, Australie	100 %	100 %
Christian Dior New Zealand Ltd	Auckland, Nouvelle Zélande	100 %	100 %
Christian Dior (Thailand) Co. Ltd	Bangkok, Thaïlande	49 %	49 %
Christian Dior K.K. (Kabushiki Kaisha)	Tokyo, Japon	100 %	100 %
Christian Dior Couture Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	100 %	100 %
Christian Dior Guam Ltd	Agana, Guam	100 %	100 %
Christian Dior Espanola S.L.	Madrid, Espagne	100 %	100 %
Christian Dior do Brasil Ltda	Sao Paulo, Brésil	100 %	100 %
Christian Dior Italia Srl	Milan, Italie	100 %	100 %
Christian Dior Belgique S.A.	Bruxelles, Belgique	100 %	100 %
Bopel Srl	Lugagnano Val d'Arda, Italie	70 %	70 %
P.T. Christian Dior Indonesia	Jakarta, Indonésie	80 %	80 %
Christian Dior Puerto Banus S.L.	Puerto Banus, Espagne	75 %	75 %
Les Jardins d'Avron LLC	New York, U.S.A.	100 %	100 %
Lucilla Srl	Sieci, Italie	51 %	51 %
Christian Dior Couture CZ	Prague, République Tchèque	100 %	100 %
Christian Dior Couture Maroc	Marakech, Maroc	100 %	100 %
Christian Dior Couture FZE	Dubaï, Emirats Arabes	100 %	100 %
Christian Dior Macau Company Ltd	Macau, Macau	96 %	96 %
Les Ateliers Bijoux	Allemagne	100 %	100 %
Christian Dior S. de R.L. de C.V.	Lomas, Mexique	100 %	100 %
Christian Dior Commercial Shangai Co. Ltd	Shangai, Chine	100 %	100 %
Ateliers Modèles S.A.S.	Paris, France	100 %	100 %
Ateliers Modèles Spain	Barcelone, Espagne	100 %	100 %
Baby Siam Couture Company Ltd	Nothaburi, Thaïlande	100 %	100 %
CDC Abu-Dhabi LLC	Abu-Dhabi, Emirats Arabes Unis	49 %	49 %
CDCH SA	Luxembourg	75 %	75 %
Dior Grèce S.A.	Athènes, Grèce	51 %	51 %

Christian Dior

Christian Dior Couture RUS LLC	Moscou, Russie	100 %	100 %
Christian Dior Couture Stoleshnikov	Moscou, Russie	100 %	100 %
VINS ET SPIRITUEUX			
Champagne Moët & Chandon SCS	Epernay, France	60 %	29 %
Moët Hennessy UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	29 %
Moët Hennessy España SA	Barcelone, Espagne	60 %	29 %
Moët Hennessy (Suisse) SA	Genève, Suisse	60 %	29 %
Champagne Des Moutiers SA	Epernay, France	60 %	29 %
Schieffelin Partner Inc	New York, U.S.A.	60 %	29 %
Moët Hennessy de Mexico, SA de C.V.	Mexico, Mexique	60 %	29 %
Chamfipar SA	Ay, France	60 %	29 %
Société Viticole de Reims SA	Ay, France	60 %	29 %
Cie Française du Champagne et du Luxe SA	Ay, France	60 %	29 %
Moët Hennessy Belux SA	Bruxelles, Belgique	60 %	29 %
Champagne de Mansin SAS	Gye sur Seine, France	60 %	29 %
Moët Hennessy Osterreich GmbH	Vienne, Autriche	54 %	26 %
Schieffelin & Somerset	New York, U.S.A.	60 %	29 %
Moët Hennessy (Nederland) BV	Naarden, Pays-Bas	60 %	29 %
Moët Hennessy USA	New York, U.S.A.	60 %	29 %
MHD Moët Hennessy Diageo SAS	Courbevoie, France (3)	60 %	29 %
Opera Vineyards SA	Buenos Aires, Argentine (1)	30 %	15 %
France Champagne SA	Epernay, France	60 %	29 %
Domaine Chandon, Inc	Yountville (Californie), U.S.A.	60 %	29 %
Cape Mentelle Vineyards Ltd	Margaret River, Australie	60 %	29 %
Veuve Clicquot Properties, Pty Ltd	Sydney, Australie	60 %	29 %
Moët Hennessy do Brasil—Vinhos E Destilados Ltda	Sao Paulo, Brésil	60 %	29 %
Cloudy Bay Vineyards Ltd	Blenheim, Nouvelle Zélande	60 %	29 %
Bodegas Chandon Argentina SA	Buenos Aires, Argentine	60 %	29 %
Domaine Chandon Australia Pty Ltd	Coldstream Victoria, Australie	60 %	29 %
Newton Vineyards LLC	St Helena (Californie), U.S.A.	48 %	23 %
Veuve Clicquot Ponsardin SCS	Reims, France	60 %	29 %
Société Civile des Crus de Champagne SA	Reims, France	60 %	29 %
Neggma SA	Reims, France	30 %	15 %
Veuve Clicquot U.K. Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	29 %
Clicquot, Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	29 %
Veuve Clicquot Japan KK	Tokyo, Japon	60 %	29 %
Moët Hennessy Suomi OY	Helsinki, Finlande	60 %	29 %
Moët Hennessy Sverige AB	Stockholm, Suède	60 %	29 %
Moët Hennessy Norge AS	Hoevik, Norvège	60 %	29 %
Moët Hennessy Danmark A/S	Kobenhavn, Danemark	60 %	29 %
Moët Hennessy Deutschland GmbH	Munich, Allemagne	60 %	29 %
Moët Hennessy Italia S.p.a.	Milan, Italie	60 %	29 %
Krug SA	Reims, France	60 %	29 %
Champagne Ruinart SA	Reims, France	60 %	29 %
Ruinart UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	29 %
Ruinart Japan KK	Tokyo, Japon	60 %	29 %
Ruinart España S.L.	Madrid, Espagne	60 %	29 %
Château d'Yquem SA	Sauternes, France	38 %	17 %
Château d'Yquem SC	Sauternes, France	38 %	17 %
Jas Hennessy & Co SCS	Cognac, France	59 %	29 %
Diageo Moët Hennessy BV LLC	Amsterdam, Pays-Bas (3)	60 %	29 %
Hennessy Dublin Ltd	Dublin, Irlande	60 %	29 %
Edward Dillon & Co Ltd	Dublin, Irlande (2)	24 %	11 %
Hennessy Far East Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	29 %

Christian Dior

Riche Monde Orient Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	29 %
Riche Monde Ltd	Hong Kong, Chine (3)	60 %	29 %
Riche Monde (China) Ltd	Shanghai, Chine (3)	60 %	29 %
M.H.—U.D.G. (Far East) Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	29 %
Riche Monde Pte Ltd	Singapour (3)	60 %	29 %
Riche Monde Malaisie Inc	Petaling Jaya, Malaisie (3)	30 %	15 %
Riche Monde Taipei	Taipei, Taiwan	60 %	29 %
Riche Monde Bangkok Ltd	Bangkok, Thaïlande (3)	60 %	29 %
Moët Hennessy Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	29 %
Moët Hennessy Shanghai Ltd	Shanghai, Chine	60 %	29 %
Moët Hennessy India Pvt. Ltd	New Delhi, Inde	60 %	29 %
Moët Hennessy Taiwan Ltd	Taipei, Taiwan	60 %	29 %
RML DF Greater China	Shanakai, Chine (3)	60 %	29 %
MHD Chine Co Ltd	Shanghai, Chine	60 %	29 %
MHWH Limited	Limassol, Chypre	30 %	15 %
Moët Hennessy Whitehall Rus SA	Moscou, Russie	60 %	15 %
Moët Hennessy Diageo KK	Tokyo, Japon (3)	60 %	29 %
Moët Hennessy Asia Pte Ltd	Singapour	60 %	29 %
Moët Hennessy Australia Ltd	Rosebury, Australie	60 %	29 %
Millennium Import LLC	Minneapolis, MN, USA	60 %	29 %
Millennium Brands Ltd	Dublin, Irlande	60 %	29 %
Polmos Zyrardow	Zyrardow, Pologne	59 %	29 %
Moët Hennessy VR Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	29 %
The Glenmorangie Company Ltd	Edimbourg, Royaume-Uni	60 %	29 %
Macdonald & Muir Ltd	Edimbourg, Royaume-Uni	60 %	29 %
Glenaird Ltd	Edimbourg, Royaume-Uni	30 %	15 %
The Scotch Malt Whisky Society Ltd	Edimbourg, Royaume-Uni	60 %	29 %
MODE ET MAROQUINERIE			
Louis Vuitton Malletier SA	Paris, France	60 %	44 %
Manufacture de souliers Louis Vuitton S.r.l.	Fiesso d'Artico, Italie	60 %	44 %
Louis Vuitton Saint Barthélémy SNC	Saint Barthélémy, Antilles Françaises	60 %	44 %
Société des Ateliers Louis Vuitton SNC	Paris, France	60 %	44 %
Société Louis Vuitton Services SNC	Paris, France	60 %	44 %
Société des Magasins Louis Vuitton France SNC	Paris, France	60 %	44 %
Belle Jardinière SA	Paris, France	60 %	44 %
Belle Jardinière Immo SAS	Paris, France	60 %	44 %
Sedivem SNC	Paris, France	60 %	44 %
Les Ateliers Horlogers Louis Vuitton SA	La Chaux-de-Fonds, Suisse	60 %	44 %
Louis Vuitton Monaco SA	Monte Carlo, Monaco	60 %	44 %
ELV SARL	Paris, France	60 %	44 %
LVMH Fashion Group UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Louis Vuitton Deutschland GmbH	Düsseldorf, Allemagne	60 %	44 %
Louis Vuitton Ukraine LLC	Kiev, Ukraine	60 %	44 %
Sociedad Catalana Talleres Artesanos Louis Vuitton SA	Barcelone, Espagne	60 %	44 %
Louis Vuitton BV	Amsterdam, Pays-Bas	60 %	44 %
LVMH Fashion Group Belgium	Bruxelles, Belgique	60 %	44 %
Louis Vuitton Hellas SA	Athènes, Grèce	60 %	44 %
Louis Vuitton Portugal Maleiro, Ltda.	Lisbonne, Portugal	60 %	44 %
Louis Vuitton Ltd	Tel Aviv, Israël	60 %	44 %

Christian Dior

Louis Vuitton Danmark A/S	Copenhague, Danemark	60 %	44 %
Louis Vuitton Aktiebolag SA	Stockholm, Suède	60 %	44 %
LVMH Fashion Group Switzerland SA	Genève, Suisse	60 %	44 %
Louis Vuitton Ceska s.r.o.	Prague, République Tchèque	60 %	44 %
Louis Vuitton Osterreich G.m.b.H	Vienne, Autriche	60 %	44 %
Louis Vuitton Cantacilik Ticaret Anonim Sirketi	Istanbul, Turquie	59 %	44 %
LV US Manufacturing, Inc	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Somarest SARL	Sibiu, Roumanie	60 %	44 %
LVMH Fashion Group Hawaii Inc	Honolulu (Hawaï), U.S.A.	60 %	44 %
Atlantic Luggage Company Ltd	Hamilton, Bermudes	60 %	18 %
Louis Vuitton Guam, Inc	Guam	60 %	44 %
Louis Vuitton Saipan, Inc	Saipan	60 %	44 %
Louis Vuitton Norge	Oslo, Norvège	60 %	44 %
San Dimas Luggage Company	New York, U.S.A.	60 %	44 %
LVMH FG Brasil Ltda	Sao Paulo, Brésil	60 %	44 %
Louis Vuitton Mexico S de RL de CV	Mexico, Mexique	60 %	44 %
Blinfar SA	Montevideo, Uruguay	60 %	44 %
Louis Vuitton Chile Ltda	Santiago de Chile, Chili	60 %	44 %
LVMH Fashion Group Pacific Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Milbrook Limited	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Louis Vuitton Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Louis Vuitton (Philippines), Inc	Makati, Hong Kong, Chine	60 %	44 %
LVMH Fashion (Singapore) Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
PT Louis Vuitton Indonesia	Jakarta, Indonésie	59 %	43 %
Louis Vuitton (Malaysia) SDN BHD	Kuala-Lumpur, Malaisie	60 %	44 %
Louis Vuitton (Thailand) SA	Bangkok, Thaïlande	60 %	44 %
Louis Vuitton Taïwan, Ltd	Taïpei, Taïwan	59 %	43 %
Louis Vuitton Australia, PTY Ltd	Sydney, Australie	60 %	44 %
Louis Vuitton (China) Co Ltd	Shanghai, Chine	60 %	44 %
LV New Zealand Limited	Auckland, Nouvelle Zélande	60 %	44 %
Louis Vuitton Kuweit CSP	Safat, Koweït	36 %	26 %
Louis Vuitton UAE LLC	Dubai, Emirats Arabes Unis	39 %	29 %
LV Arabie Saoudite LLC	Jeddah, Arabie Saoudite	39 %	29 %
Louis Vuitton Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	44 %
LVMH Fashion Group Trading Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	44 %
Louis Vuitton Hungaria Sarl	Budapest, Hongrie	60 %	44 %
Louis Vuitton Argentina SA	Buenos Aires, Argentine	60 %	44 %
Louis Vuitton Vostock LLC	Moscou, Russie	60 %	44 %
LV Colombia SA	Santafe de Bogota, Colombie	60 %	44 %
Louis Vuitton Maroc Sarl	Casablanca, Maroc	60 %	44 %
Louis Vuitton Venezuela SA	Caracas, Venezuela	60 %	44 %
Louis Vuitton South Africa Ltd	Johannesbourg, Afrique du Sud	60 %	44 %
Louis Vuitton Macau Company Ltd	Macao, Chine	60 %	44 %
LVMH Fashion Group (Shanghai) Trading Co Ltd	Shanghai, Chine	60 %	44 %
LV Cup España S.L	Valence, Espagne	60 %	44 %
LVJ Group KK	Tokyo, Japon	59 %	44 %
LVMH Fashion Group Americas Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Louis Vuitton Canada, Inc	Toronto, Canada	60 %	44 %
Marc Jacobs International, LLC	New York, U.S.A. (*)	58 %	42 %
Marc Jacobs Trademark, LLC	New York, U.S.A. (*)	20 %	15 %
Marc Jacobs International Japon Co., Ltd	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Loewe SA	Madrid, Espagne	60 %	44 %
Loewe Hermanos SA	Madrid, Espagne	60 %	44 %
Loewe Textil SA	Madrid, Espagne	60 %	44 %
Manufacturas Loewe S.L.	Madrid, Espagne	60 %	44 %

Christian Dior

LVMH Fashion Group France SNC	Paris, France	60 %	44 %
Loewe Hermanos UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Loewe Saipan, Inc	Saipan, Iles Mariannes	60 %	44 %
Loewe Guam, Inc	Guam	60 %	44 %
Loewe Hong Kong Ltd	Quarry Bay, Hong Kong	60 %	44 %
Loewe Commercial & Trading Co, LTD	Shanghai, Chine	60 %	44 %
Loewe Fashion Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
Loewe Fashion (M) SDN BHD	Kuala Lumpur, Malaisie	60 %	44 %
Loewe Taiwan Ltd	Taipei, Taiwan	60 %	43 %
Loewe Australia Pte Ltd	Sydney, Australie	60 %	44 %
Berluti SA	Paris, France	60 %	44 %
Société Distribution Robert Estienne SNC	Paris, France	60 %	44 %
Manifattura Ferrarese S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Caltunificio Rossi Moda SpA	Vigonza, Italie	58 %	43 %
Rossi Moda USA Ltd	New York, U.S.A.	60 %	43 %
Rossimoda France SARL	Paris, France	60 %	43 %
Brenta Suole S.r.l.	Vigonza, Italie	39 %	28 %
LVMH Fashion Group Services SAS	Paris, France	60 %	44 %
Montaigne KK	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Modulo Italia S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Celine SA	Paris, France	60 %	44 %
Avenue M International SCA	Paris, France	60 %	44 %
Enilec Gestion SARL	Paris, France	60 %	44 %
Celine Montaigne SA	Paris, France	60 %	44 %
Celine Monte-Carlo SA	Monte-Carlo, Monaco	60 %	44 %
Celine Production S.r.l.	Florence, Italie	60 %	44 %
Celine Suisse SA	Genève, Suisse	60 %	44 %
Celine UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Céline Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Celine Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine	59 %	44 %
Celine Commercial & Trading (Shanghai) Co Ltd	Shanghai, Chine	60 %	44 %
Celine (Singapour) Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
Celine Guam Inc	Tumon, Guam	60 %	44 %
Celine Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	44 %
Céline Taiwan Ltd	Taipei, Taiwan	60 %	44 %
CPC International Ltd	Hong kong, Chine	60 %	44 %
Kami SA	Montbazon, France	60 %	44 %
Kenzo SA	Paris, France	60 %	44 %
Kenzo Belgique SA	Bruxelles, Belgique	60 %	44 %
Kenzo UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Kenzo Homme UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Kenzo Japan KK	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Givenchy SA	Paris, France	60 %	44 %
Givenchy Corporation	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Givenchy Co Ltd	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Gentleman Givenchy Far East Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Givenchy China Co Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Gabrielle Studio, Inc	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Donna Karan International Inc	New York, U.S.A.(*)	60 %	44 %
The Donna Karan Company LLC	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Donna Karan Service Company BV	Oldenzaal, Pays-Bas	60 %	44 %
Donna Karan Studio LLC	New York, U.S.A	60 %	44 %
The Donna Karan Company Store LLC	New York, U.S.A	60 %	44 %
Donna Karan Company Store UK Holdings Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Donna Karan Management Company UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %

Christian Dior

Donna Karan Company Stores UK Retail Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Donna Karan Company Store (UK) Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Donna Karan H. K. Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Donna Karan (Italy) S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Donna Karan (Italy) Production Services S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Fendi International BV	Amsterdam, Pays-Bas	60 %	44 %
Fun Fashion Emirates LLC	Dubai, EAU	36 %	26 %
Fendi SA	Luxembourg	56 %	41 %
Fendi S.r.l.	Rome, Italie	60 %	41 %
Fendi Adele S.r.l.	Rome, Italie	60 %	41 %
Fendi Immobili Industriali S.r.l.	Florence, Italie	60 %	41 %
Fendi Italia S.r.l.	Rome, Italie	60 %	44 %
Fendi UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Fendi France SAS	Paris, France	60 %	44 %
Fendi North America Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Fendi Australia Pty Ltd	Sydney, Australie	60 %	44 %
Fendi Guam Inc	Tumon, Guam	60 %	44 %
Fendi (Thailand) Co. Ltd	Bangkok, Thaïlande	60 %	44 %
Fendi Asia Pacific Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Fendi Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	44 %
Fendi Taiwan Ltd	Taipei, Taiwan	60 %	44 %
Fendi Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Fendi China Boutiques Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Fendi (Singapore) Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
Fendi Fashion (Malaysia) Snd. Bhd.	Kuala Lumpur, Malaisie	60 %	44 %
Fendi Switzerland SA	Genève, Suisse	60 %	44 %
Fun Fashion FZCO LLC	Dubai, EAU	36 %	26 %
Fendi Marianas Inc	Tumon, Guam	60 %	44 %
Fun Fashion Kuwait WLL	Kuwait City	48 %	35 %
Fun Fashion Germany GmbH KG	Stuttgart, Allemagne	31 %	22 %
Fendi Macau Ltd	Macao, Chine	60 %	44 %
Fendi Germany GmbH	Stuttgart, Allemagne	60 %	44 %
Fun Fashion Napoli Srl	Naples, Italie	31 %	22 %
Fendi Shanghai Co Ltd	Shanghai, Chine	60 %	31 %
Fendi Jeddah	Jeddah, Arabie Saoudite	36 %	26 %
Fendi Riyadh	Riyadh, Arabie Saoudite	36 %	26 %
Fun Fashion Spain SL	Marbella, Espagne	42 %	31 %
Fun Fashion India Pte Ltd	Mumbai, Inde	42 %	31 %
Emilio Pucci S.r.l.	Florence, Italie	60 %	44 %
Emilio Pucci International BV	Naarden, Pays-Bas	40 %	29 %
Emilio Pucci, Ltd	New York, U.S.A	60 %	44 %
Thomas Pink Holdings Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Thomas Pink Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Thomas Pink BV	Rotterdam, Pays- Bas	60 %	44 %
Thomas Pink Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Thomas Pink Ireland Ltd	Dublin, Irlande	60 %	44 %
Thomas Pink Belgium SA	Bruxelles, Belgique	60 %	44 %
Thomas Pink France SAS	Paris, France	60 %	44 %
e-Luxury.com Inc	San Francisco (Californie), U.S.A.	60 %	44 %

Christian Dior

PARFUMS ET COSMETIQUES

Parfums Christian Dior SA	Paris, France	60 %	44 %
LVMH P&C Thailand Co Ltd	Bangkok, Thaïlande	29 %	22 %
LVMH Parfums & Cosmétiques do Brasil Ltda	Sao Paulo, Brésil	60 %	44 %
France Argentine Cosmetics SA	Buenos Aires, Argentine	60 %	44 %
LVMH P&C Shanghai Co Ltd	Shanghai, Chine	60 %	44 %
Parfums Christian Dior Finland DY	Helsinki, Finlande	60 %	44 %
LVMH P&C Inc	New York, U.S.A.	60 %	44 %
SNC du 33 avenue Hoche	Paris, France	60 %	44 %
Beauté SA	Athènes, Grèce	60 %	44 %
LVMH Fragrances & Cosmetics (Singapore) Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
Parfums Christian Dior Orient Co	Dubai, Emirats Arabes Unis	36 %	26 %
Parfums Christian Dior Emirates	Dubai, Emirats Arabes Unis	31 %	14 %
Parfums Christian Dior (UK) Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Parfums Christian Dior BV	Rotterdam, Pays-Bas	60 %	44 %
Iparkos BV	Rotterdam, Pays-Bas	60 %	44 %
Parfums Christian Dior S.A.B.	Bruxelles, Belgique	60 %	44 %
Parfums Christian Dior (Ireland) Ltd	Dublin, Irlande	60 %	44 %
Parfums Christian Dior Hellas S.A.	Athènes, Grèce	60 %	44 %
Parfums Christian Dior A.G.	Zurich, Suisse	60 %	44 %
Christian Dior Perfumes LLC	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Parfums Christian Dior Canada Inc	Montréal, Canada	60 %	44 %
LVMH P&C de Mexico SA de CV	Mexico, Mexique	60 %	44 %
Parfums Christian Dior Japon K.K.	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Parfums Christian Dior (Singapore) Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
Inalux SA	Luxembourg	60 %	44 %
LVMH P&C Asia Pacific Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Fa Hua Fragrance & Cosmetic Co Ltd	Kowloon, Hong Kong, Chine	60 %	44 %
LVMH P&C Shanghai Co, Ltd	Shanghai, Chine	60 %	44 %
LVMH P&C Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	44 %
Parfums Christian Dior Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
LVMH P&C Malaysia Sdn berhad Inc	Kuala-Lumpur, Malaisie	60 %	44 %
Fa Hua Hong Kong Co, Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Pardior SA de CV	Mexico, Mexique	60 %	44 %
Parfums Christian Dior A/S Ltd	Copenhague, Danemark	60 %	44 %
LVMH Perfums & Cosmetics Group Pty Ltd	Sydney, Australie	60 %	44 %
Parfums Christian Dior AS Ltd	Hoevik, Norvège	60 %	44 %
Parfums Christian Dior AB	Stockholm, Suède	60 %	44 %

Christian Dior

Parfums Christian Dior (New Zealand) Ltd	Auckland, Nouvelle Zélande	60 %	44 %
Parfums Christian Dior GmbH Austria	Vienne, Autriche	60 %	44 %
Cosmetic of France Inc	Miami (Floride), U.S.A.	60 %	44 %
GIE LVMH P&C Recherche	Paris, France	60 %	44 %
GIE Parfums et Cosmétiques Information Services – PCIS	Levallois Perret, France	60 %	44 %
Perfumes Loewe SA	Madrid, Espagne	60 %	44 %
Acqua Di Parma S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Acqua Di Parma LLC	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Guerlain SA	Paris, France	60 %	44 %
LVMH Parfums & Kosmetik Deutschland GmbH	Wiesbaden, Allemagne	60 %	44 %
Guerlain GesmbH	Vienne, Autriche	60 %	44 %
Cofra GesmbH	Vienne, Autriche	60 %	44 %
Guerlain SA (Belgique)	Fleurus, Belgique	60 %	44 %
Oy Guerlain AB	Helsinki, Finlande	60 %	44 %
Guerlain Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
LVMH Perfumeria e Cosmetica Lda	Lisbonne, Portugal	60 %	44 %
Guerlain SA (Suisse)	Genève, Suisse	60 %	44 %
Guerlain Inc	New York, U.S.A.	60 %	44 %
Guerlain Canada Ltd	Montréal, Canada	60 %	44 %
Guerlain De Mexico SA	Mexico, Mexique	60 %	44 %
Guerlain Puerto Rico, Inc	San Juan, Puerto Rico	60 %	44 %
Guerlain Asia Pacific Ltd (Hong Kong)	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
Guerlain KK	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Guerlain Oceania Australia Pty Ltd	Melbourne, Australie	60 %	44 %
Make Up For Ever SA	Paris, France	60 %	44 %
Make Up For Ever UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Make Up For Ever LLC	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Make Up For Ever Italie S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Parfums Givenchy SA	Levallois Perret, France	60 %	44 %
Parfums Givenchy Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Parfums Givenchy GmbH	Düsseldorf, Allemagne	60 %	44 %
Parfums Givenchy LLC	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Parfums Givenchy Canada Ltd	Toronto, Canada	60 %	44 %
Parfums Givenchy KK	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Parfums Givenchy WHD, Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
Kenzo Parfums France SA	Paris, France	60 %	44 %
Kenzo Parfums NA LLC	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
La Brosse et Dupont SAS	Villepinte, France	60 %	44 %
La Brosse et Dupont Portugal SA	S. Domingos de Rana, Portugal	60 %	44 %
Mitsie SAS	Tarare, France	60 %	44 %
LBD Iberica SA	Barcelone, Espagne	60 %	44 %
LBD Ménage SAS	Beauvais, France	60 %	44 %
LBD Belux SA	Bruxelles, Belgique	60 %	44 %
SCI Masurel	Tourcoing, France	60 %	44 %
SCI Sageda	Orange, France	60 %	44 %
LBD Italia S.r.l.	Stezzano, Italie	60 %	44 %
Etablissements Mancret Père & Fils SA	Grenoble, France	60 %	44 %
Inter-Vion Spolka Akeyjna SA	Varsovie, Pologne	31 %	22 %
Europa Distribution SAS	Saint Etienne, France	60 %	44 %
LBD Hong Kong	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
LBD Antilles SAS	Ducos, Martinique, France	60 %	44 %
BeneFit Cosmetics LLC	San Francisco (Californie), U.S.A.	48 %	35 %
BeneFit Cosmetics UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	35 %
BeneFit Cosmetics Korea	Séoul, Corée du Sud	60 %	35 %
BeneFit Cosmetics SAS	Boulogne Billancourt, France	60 %	35 %

Christian Dior

BeneFit Cosmetics Hong Kong	Hong Kong, Chine	60 %	35 %
Fresh Inc	Boston (Massachusetts), U.S.A.	48 %	35 %
LVMH Cosmetics Services KK	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Parfums Luxe International SAS	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
MONTRES ET JOAILLERIE			
TAG Heuer International SA	Luxembourg, Luxembourg	60 %	44 %
TAG Heuer SA	La Chaux-de-Fonds, Suisse	60 %	44 %
LVMH Relojeria & Joyeria España SA	Madrid, Espagne	60 %	44 %
LVMH Montres & Joaillerie France SA	Paris, France	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Italy Holding SpA	Milan, Italie	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Central Europe GmbH	Bad Homburg, Allemagne	60 %	44 %
Timecrown Ltd	Manchester, Royaume-Uni	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry UK Ltd	Manchester, Royaume-Uni	60 %	44 %
Tag Heuer Ltd	Manchester, Royaume-Uni	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry USA (Inc)	Springfield (New Jersey), U.S.A.	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Canada Ltd	Toronto, Canada	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Far East Ltd	Hong Kong, Chine	59 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Singapore Pte Ltd	Singapour	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Malaysia Sdn Bhd	Kuala Lumpur, Malaisie	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Japan K.K.	Tokyo, Japon	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Australia Pty Ltd	Melbourne, Australie	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry Taiwan Ltd	Taipei, Taiwan	60 %	44 %
Cortech SA	Cornol, Suisse	60 %	44 %
LVMH Watch et Jewelry Carribean & Latin America Inc	Coral Gables (Floride), U.S.A.	60 %	44 %
ArteLink S.r.l.	Fratte di S. Giustina in Colle, Italie	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry India Pvt Ltd	New Delhi, Inde	60 %	44 %
LVMH Watch & Jewelry China	Shanghai, Chine	60 %	44 %
Chaumet International SA	Paris, France	60 %	44 %
Chaumet London Ltd	Londres, Royaume Uni	60 %	44 %
Chaumet Horlogerie SA	Bienne, Suisse	60 %	44 %
Chaumet Monte-Carlo SAM	Monte Carlo, Monaco	60 %	44 %
Chaumet Korea Chusik Hoesa	Séoul, Corée du Sud	31 %	22 %
Zenith International SA	Le Locle, Suisse	60 %	44 %
Zenith Time Co Ltd	Manchester, Royaume Uni	60 %	44 %
LVMH Watch et Jewelry Italy SpA	Milan, Italie	60 %	44 %
De Beers LV Ltd	Londres, Royaume Uni ⁽¹⁾	30 %	22 %
Omas S.r.l.	Bologne, Italie	60 %	44 %
Delano SA	La Chaux-de-Fonds, Suisse	60 %	44 %
Les Ateliers Horlogers LVMH SA	La Chaux-de-Fonds, Suisse	60 %	44 %
Fred Paris SA	Paris, France	60 %	44 %
Joaillerie de Monaco SA	Monte Carlo, Monaco	60 %	44 %
Fred Inc	Beverly Hills (Californie), U.S.A. (*)	60 %	44 %
Fred Londres Ltd	Londres, Royaume Uni	60 %	44 %
Benedom SARL	Paris, France	60 %	44 %
DISTRIBUTION SELECTIVE			
Sephora SA	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
Sephora Luxembourg SARL	Luxembourg, Luxembourg	60 %	44 %
LVMH Iberia SL	Madrid, Espagne	60 %	44 %
LVMH Italia SpA	Milan, Italie	60 %	44 %
Sephora Portugal Perfumeria Lda	Lisbonne, Portugal	60 %	44 %
Sephora Pologne Spzoo	Varsovie, Pologne	46 %	33 %
Sephora Deutschland GmbH	Bad Homburg, Allemagne	60 %	44 %

Christian Dior

Clab S.r.l.	Milan, Italie	60 %	44 %
Sephora Marinopoulos SA	Alimos, Grèce (1)	30 %	22 %
Beauty Shop Romania SA	Bucarest, Roumanie (1)	30 %	22 %
Spring Time Cosmetics SA	Athènes, Grèce (1)	30 %	22 %
Sephora Tchèque SRO	Prague, République Tchèque	60 %	44 %
Sephora Monaco SAM	Monaco	59 %	44 %
Sephora Patras	Alimos, Grèce (1)	31 %	11 %
Sephora Cosmetics España	Madrid, Espagne (1)	30 %	22 %
S+	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
Sephora Marinopoulos Cyprus	Chypre (1)	30 %	22 %
Sephora Moyen Orient	Fribourg, Suisse	60 %	24 %
Sephora Middle East FZE	JAFZ, Dubaï, EAU	60 %	24 %
Sephora Emirates	Dubaï, EAU	60 %	24 %
Sephora Bahrain	Manama, Bahrein	60 %	24 %
Sephora China	Shanghai, Chine	49 %	36 %
Sephora Holding Asia	Shanghai, Chine	60 %	44 %
Sephora Beijing Cosmetics Co. Ltd	Beijing, Chine	49 %	36 %
Sephora USA, Inc	San Francisco (Californie), U.S.A. (*)	60 %	44 %
Sephora Beauty Canada, Inc	San Francisco (Californie), U.S.A.	60 %	44 %
Magasins de la Samaritaine SA	Paris, France	33 %	25 %
Le Bon Marché SA	Paris, France	60 %	44 %
SEGEP SNC	Paris, France	59 %	44 %
Franck & Fils SA	Paris, France	60 %	44 %
Balthazar SNC	Paris, France	60 %	44 %
DFS Holdings Ltd	Hamilton, Bermudes	37 %	27 %
DFS Australia Pty Ltd	Sydney, Australie	60 %	27 %
Travel Retail Shops Pte Ltd	Sydney, Australie (2)	27 %	12 %
DFS European Logistics Ltd	Hamilton, Bermudes	60 %	27 %
DFS Credit Systems Limited	Hamilton, Bermudes	60 %	27 %
DFS Group Ltd	Delaware, USA	60 %	27 %
DFS China Partners Ltd	Kowloon, Hong Kong, Chine	60 %	27 %
DFS Macau Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	27 %
Duty Free Shoppers Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	27 %
Hong Kong International Boutique Partners	Hong Kong, Chine	30 %	14 %
TRS Duty Free Shoppers Hong Kong Ltd	Hong Kong, Chine (2)	27 %	12 %
Preferred Products Limited	Hong Kong, Chine	60 %	27 %
DFS Okinawa K.K.	Okinawa, Japon	60 %	27 %
TRS Okinawa	Okinawa, Japon (2)	27 %	12 %
JAL/DFS Co., Ltd	Chiba, Japon (2)	24 %	11 %
DFS Korea Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	27 %
DFS Seoul Ltd	Séoul, Corée du Sud	60 %	27 %
DFS Cotai Limitada	Macao, Chine	60 %	27 %

Christian Dior

DFS Sdn. Bhd.	Kuala Lumpur, Malaisie	60 %	27 %
Gateshire Marketing Sdn Bhd.	Kuala Lumpur, Malaisie	60 %	27 %
DFS Merchandising Ltd	Antilles Néerlandaises	60 %	27 %
DFS New Caledonia Sarl	Nouméa, Nouvelle Calédonie	60 %	27 %
DFS New Zealand Ltd	Auckland, Nouvelle Zélande	60 %	27 %
TRS New Zealand Ltd	Auckland, Nouvelle Zélande (2)	27 %	12 %
Commonwealth Investment Company, Inc	Saipan, Iles Mariannes	58 %	26 %
DFS Saipan Ltd	Saipan, Iles Mariannes	60 %	27 %
Kinkai Saipan L.P.	Saipan, Iles Mariannes	60 %	27 %
Saipan International Boutique Partners	Saipan, Iles Mariannes	30 %	14 %
DFS Palau Ltd	Koror, Palau	60 %	27 %
Difusi Information Technology & Development Co. Ltd	Chine	60 %	27 %
DFS Information Technology (Shanghai) Company Limited	Chine	60 %	27 %
Hainan DFS Retail Company Limited	Chine	60 %	27 %
DFS Galleria Taiwan Ltd	Taïpei, Taïwan	60 %	27 %
DFS Taiwan Ltd	Taïpei, Taïwan	60 %	27 %
Tou You Duty Free Shop Co. Ltd	Taïpei, Taïwan	60 %	27 %
DFS Singapore (Pte) Ltd	Singapour	60 %	27 %
DFS Trading Singapore (Pte) Ltd	Singapour	60 %	27 %
DFS Venture Singapore (Pte) Ltd	Singapour	60 %	27 %
TRS Singapore Pte Ltd	Singapour (2)	27 %	12 %
Singapore International Boutique Partners	Singapour	30 %	14 %
DFS Group L.P.	Delaware, U.S.A	37 %	27 %
LAX Duty Free Joint Venture 2000	Los Angeles (Californie), U.S.A	46 %	21 %
Royal Hawaiian Insurance Company Ltd	Hawaï, U.S.A.	60 %	27 %
Hawaii International Boutique Partners	Honolulu (Hawaï) U.S.A.	30 %	14 %
JFK Terminal 4 Joint Venture 2001	New York, U.S.A.	48 %	22 %
DFS Guam L.P.	Tamuning, Guam	37 %	27 %
Guam International Boutique Partners	Tamuning, Guam	30 %	14 %
DFS Liquor Retailing Ltd	Delaware, U.S.A.	37 %	27 %
Twenty –Seven–Twenty Eight Corp.	Delaware, U.S.A.	37 %	27 %
TRS Hawaii LLC	Honolulu (Hawaï), U.S.A. (2)	27 %	12 %
TRS Saipan	Saipan, Iles Mariannes (2)	27 %	12 %
TRS Guam	Tumon, Guam (2)	27 %	12 %
Tumon Entertainment LLC	Tamuning, Guam	60 %	44 %
Comete Guam Inc	Tamuning, Guam	60 %	44 %
Tumon Games LLC	Tamuning, Guam	60 %	44 %
Tumon Aquarium LLC	Tamuning, Guam	60 %	44 %
Comete Saipan Inc	Saipan NMI	60 %	44 %
Cruise Line Holdings Co	Delaware, U.S.A.	60 %	44 %
On-Board Media, Inc	Delaware, U.S.A.	60 %	44 %
Starboard Cruise Services, Inc	Delaware, U.S.A.	60 %	44 %
Starboard Holdings Ltd	Delaware, U.S.A.	60 %	44 %
International Cruise Shops, Ltd	Iles Caïmans	60 %	44 %
South Florida Custom Brokers	Miami (Florida), U.S.A	40 %	29 %
Miami Airport Duty-Free Joint Venture	Miami (Floride), U.S.A.	40 %	29 %
Fort Lauderdale Partnership	Ft Lauderdale (Floride), U.S.A.	45 %	33 %
AUTRES ACTIVITES			
DI Group SA	Paris, France	60 %	44 %
DI Services SAS	Paris, France	60 %	44 %
Imprimerie Desfossés SARL	Paris, France	60 %	44 %
Tribune Desfossés SAS	Paris, France	60 %	44 %
Radio Classique SAS	Paris, France	60 %	44 %

Christian Dior

Les Editions Classique Affaires SARL	Paris, France	60 %	44 %
DI Régie SAS	Paris, France	60 %	44 %
SFPA SARL	Paris, France	60 %	44 %
D2I SAS	Paris, France	60 %	44 %
Investir Publications SAS	Paris, France	60 %	44 %
Investir Formation SARL	Paris, France	60 %	44 %
Compo Finance SARL	Paris, France	60 %	44 %
SID Presse SARL	Paris, France	60 %	44 %
SID Développement SAS	Paris, France	60 %	44 %
SID Editions SAS	Paris, France	60 %	44 %
SID Magazine SA	Paris, France	60 %	44 %
SOFPA SA	Lausanne, Suisse	60 %	44 %
Ufipar SAS	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
L Capital Management SAS	Paris, France	60 %	44 %
Sofidiv SAS	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
GIE LVMH Services	Boulogne Billancourt, France	60 %	37 %
Moët Hennessy SNC	Boulogne Billancourt, France	40 %	29 %
LVMH Services Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
Moët Hennessy Investissements	Boulogne Billancourt, France	60 %	29 %
LVMH Fashion Group SA	Paris, France	60 %	44 %
Moët Hennessy International SA	Boulogne Billancourt, France	40 %	29 %
Creare SA	Luxembourg, Luxembourg	60 %	38 %
Creare Pte Ltd	Singapour	60 %	38 %
Société Montaigne Jean Goujon SAS	Paris, France	60 %	44 %
Delphine SAS	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
LVMH Finance SA	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
Prima SA	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
Eutrope SAS	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
Flavius Investissements SA	Paris, France	60 %	44 %
LBD HOLDING SA	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
LV Capital SA	Paris, France	60 %	44 %
Micromania SAS	Nice, France	60 %	44 %
Fondation Louis Vuitton pour la création	Boulogne Billancourt, France	60 %	44 %
Moët Hennessy Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	29 %
One East 57 th Street LLC	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton Inc	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
598 Madison Leasing Corp	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
1896 Corp	New York, U.S.A. (*)	60 %	44 %
LVMH Participations BV	Baarn, Pays-Bas	60 %	44 %
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton BV	Baarn, Pays-Bas	60 %	44 %
Louis Vuitton Prada Holding BV	Amsterdam, Pays-Bas	60 %	44 %
Sofidiv UK Ltd	Londres, Royaume-Uni	60 %	44 %
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton KK	Tokyo, Japon	60 %	44 %
Osaka Fudosan Company Ltd	Tokyo, Japon	60 %	44 %
LVMH Asia Pacific Ltd	Hong Kong, Chine	60 %	44 %
LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton SA	Paris, France	60 %	44 %

(*) L'adresse mentionnée correspond au siège administratif des sociétés, l'immatriculation du siège social étant dans l'état du Delaware.

(1) Société consolidée selon la méthode de l'intégration proportionnelle

(2) Société consolidée par mise en équivalence

(3) Société constituée en joint venture avec Diageo : intégration de la seule activité Moët Hennessy